

Le Parti radical, caravanier
de la politique patronale
Sécurité sociale,
agir au lieu de se lamenter
Nicaragua, vers
de nouveaux affrontements

N° 217 / 13 octobre 1979
DIXIEME ANNEE

Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IV^{ème} Internationale

Contre les patrons, les banques et leur gouvernement

Salarié(e)s, unissons-nous!

pour

- 40 heures immédiatement sans blocage des salaires
- Protection de la maternité et droit à l'avortement
- Ateliers publics d'apprentissage
- Refus de toute installation nucléaire
- Mêmes droits pour les immigrés

VOTEZ LMR!

Ligue Marxiste Révolutionnaire

sommaire

EDITO	
Votez LMR pour l'unité des salariés Les partis ouvriers et les syndicats vaudois dans la campagne électorale	3
SOCIAL	
Formation professionnelle : briser le contrôle patronal de l'apprentissage	4
Dans les syndicats : vers le renouvellement de la CCT dans les arts graphiques	4
Contre les démontages sociaux : agir au lieu de se lamenter	5
DOSSIER	
Le Parti radical, caravanier de la politique patronale	6-7
POLITIQUE	
ENERGIE NUCLEAIRE : attention à la contre-offensive	8
La gauche en campagne	8
ARMEE : des soldats résistent	9
INTERNATIONAL	
NICARAGUA : vers de nouveaux affrontements	10
RFA : la candidature de Strauss annonce une polarisation de classe	11
IRAN : libérons les militants du PST	11
L'EVENEMENT	
Une TV aux ordres ?	12
La LMR sur les ondes	12

C'est le moment de se mobiliser contre la nouvelle loi sur les étrangers !

A la veille des élections nationales la définition de la "nouvelle" politique à l'égard des étrangers entre dans une phase décisive :

— le 24/25 septembre le Conseil des Etats a adopté le projet de loi sur les étrangers;

— début 1980 commencera l'examen de cette loi par la commission du Conseil national;

— vendredi 6 octobre, le Conseil fédéral a refusé l'initiative populaire "Etre solidaire" en invitant les Cbambres à la rejeter sans contre-projet.

Ces décisions étaient à prévoir. Elle indiquent pourtant clairement que la question des étrangers aura une très grande importance pendant la prochaine législature. Ce n'est pas pour rien que le mot d'ordre d'unité entre suisses et immigrés figure en bonne place sur notre affiche électorale !

Compte tenu des circonstances qui ont prévalu jusqu'à présent, pour beaucoup d'organisations de "gauche" le statut des étrangers paraissait depuis 2-3 ans une cause perdue pour laquelle il ne valait pas la peine de se battre.

Les événements récents prouvent pourtant que ce n'est pas le cas :

* La décision du Conseil des Etats comporte des aspects surprenants : le maintien du statut de saisonnier n'a pas été accepté sans peine. Deux positions se sont opposées :

L'une qui voulait réléguer le statut de saisonnier dans l'ordonnance d'application de la loi, en demandant son abrogation progressive; l'autre proposant l'extension de ce statut au-delà des "branches à caractère saisonnier" à tous les métiers des "régions touristiques sujettes à d'importantes fluctuations saisonnières". Cette deuxième solution, avancée par l'ancien M. Prix (Schlumpf) accroît encore le poids des saisonniers parmi les immigrés et constitue donc une aggravation globale de leur statut. Le fait qu'elle l'ait emporté contre la première par 18 contre 16 voix seulement, montre cependant que la bourgeoisie elle-même est divisée à ce sujet. Dès lors il n'est plus impossible d'arriver à son abolition, si les milieux de l'immigration et le mouvement ouvrier suisse sortent de leur attentisme et se lancent enfin réellement dans la bagarre.

Le Conseil des Etats a en plus rayé dans le projet de loi la clause prévoyant que le Conseil fédéral puisse, en cas de fâcheusement économique, supprimer le "droit au renouvellement" que la loi introduit pour les immigrés présents en Suisse depuis plus de 5 ans. C'est mince, ce n'est pas rien. C'est la preuve que c'est possible, même à l'intérieur de cette loi abjecte, de gagner du terrain en faveur des travailleurs immigrés.

* Le comité vaudois contre le projet de loi sur les étrangers vient de relever que ce projet de loi comporte une contradiction juridique grossière : dans son fond et dans la totalité de ses dispositions cette loi a pour objectif de restreindre les droits des immi-

grés par rapport aux Suisses à tous les niveaux (droits sociaux, politiques, emploi, etc.). En même temps elle réserve cependant de façon explicite les traités internationaux que la Suisse a conclus avec de nombreux pays étrangers. Or, pour les principaux pays d'émigration (Italie, Espagne, Yougoslavie, Grèce, France, Allemagne, etc.) ces traités stipulent sans équivoque le droit pour leurs ressortissants, de jouir des mêmes droits que les suisses à tous les niveaux (sauf sur le plan politique) ainsi que la liberté absolue d'entrer et de sortir du pays. La règle du droit international veut que de tels traités l'emportent généralement sur la législation interne d'un pays !

Dans la prochaine brèche, nous reviendrons plus en détail sur le nouveau projet de loi et sur les perspectives de lutte actuelle.



Inprecor et le Nicaragua

Dans son numéro 59 du 19 septembre, Inprecor, sous la signature de notre camarade Ch.-A. Udry, consacre un article de fond sur le développement de la révolution au Nicaragua. Après avoir situé le cadre général dans lequel l'opposition à Somoza s'élargit, l'article traite du rôle des forces sociales dans la révolution, du développement des formes d'organisation des masses et de la dualité de pouvoir. Il analyse

ensuite le type de direction que représente le FSLN et la portée des mesures prises par le pouvoir né de l'insurrection, pour conclure sur la nécessité de défendre la révolution nicaraguayenne. Dans son prochain numéro (no 61), Inprecor publiera une série de documents et d'analyses sur le processus révolutionnaire au Nicaragua.

INPRECOR : en vente dans nos librairies, LA TAUPE, rue de la Tour 8bis à Lausanne et 22 rue Saint-Léger à Genève.

Abonnement : fr. 50.-, Pascal HENRI, Inprecor, BP 57, 93 101 Montreuil, FRANCE.



Un trotskyste libéré après 27 ans dans les prisons de Mao !

C'est avec émotion que Inprecor, le bimensuel de la IV^e Internationale, peut annoncer dans son no 59 la libération à Shanghai de Zheng Chaolin, à l'âge de 78 ans. Compagnon de Chou En-lai et de Deng Hsiaoping à la section française du PC chinois dans les années 20, il avait rejoint avec sa compagne Wu Jingru le combat de l'opposition de gauche (trotskyste). Il fut emprisonné durant 7 ans par Tchang Kaï Chek, lutta contre l'occupation japonaise, puis fut arrêté par les dirigeants communistes en compagnie de plusieurs centaines d'autres trotskystes. Il vient d'être libéré (le 5 juin

1979), la Cour Suprême de la République populaire de Chine l'ayant déclaré innocent de tout crime. Il aura passé 27 ans dans les prisons d'un pays "communiste", pour ses seules opinions ! Amnesty International avait pris en charge sa défense il y a quelque temps, sans que l'on ait la certitude qu'il soit encore en vie. D'autres trotskystes vivent peut-être encore dans les prisons ou les camps chinois. Nous devons exiger leur libération et leur réhabilitation. L'OCS invitée en Chine au mois de septembre peut-elle nous dire si elle serait disposée, lors de l'envoi d'une prochaine délégation auprès du PCC, à entreprendre des démarches pour la libération des trotskystes et des nouveaux opposants de gauche emprisonnés ? Nous lui en serions particulièrement reconnaissants.



Chronique du bon goût

Non, les bolchéviks purs et durs du comité de rédaction n'ont pas, une fois encore, insidieusement frappé : l'absence, depuis deux numéros, de la "Chronique du bon goût" n'est pas due à une censure rédactionnelle honteuse, mais tout simplement au fait que notre dessinateur est en examen (enfin, d'après ce qu'il dit). Ses petits mickeys reviendront donc bientôt et le rire vengeur des lecteurs et des lectrices de la brèche résonnera à nouveau dans nos vertes campagnes.

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte :	fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte :	fr. 45.-
une année, enveloppe fermée :	fr. 55.-
une année, étranger (Europe) :	fr. 80.-
Outre-mer :	prendre contact avec nous
abonnement de soutien :	fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

Ce que veut la LMR



Ligue marxiste révolutionnaire

Histoire de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE



Ces deux ouvrages, aussi intéressants l'un que l'autre mais à des titres différents, sont en vente dans nos librairies.

SOUSCRIPTION DE 25 000 FRANCS.

Pour renforcer une réponse ouvrière à l'attaque patronale, Pour avancer dans la voie de l'indépendance de classe,

SOUSCRIVEZ !

La Brèche, CCP 10 - 25 669, Lausanne mention : "souscription".

C'est la somme dont nous avons besoin pour financer notre campagne électorale sans que nos activités quotidiennes n'en souffrent trop. Vous croyez que c'est beaucoup ? Un exemple parmi tant d'autres : dans le canton de Zurich, le PRD prévoit de dépenser pour sa campagne 250 000.-, l'UDC 420 000.-, l'Alliance des Indépendants 400 000.-, le PDC 150 000.-. Autrement dit, dans un seul canton, ces quatre partis bourgeois dépensent plus d'un million pour leur campagne électorale ! Alors, vous n'allez quand même pas les mégoter ces 25 000.-, surtout après avoir vu ce que font les bourgeois avec tout ce fric !

LA BRECHE, UN INSTRUMENT UTILE !

soutenez



organe bimensuel de la ligue marxiste révolutionnaire section suisse de la IV^e Internationale



abonnez-vous!

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

GENEVE

Victoria Hall
ve 26 oct., 20h.30 : Cuarteto Cedron (Argentine). Loc. : Grand Passage.

Ancienne Ecole primaire de la rue de Neuchâtel (47)
jusqu'au di 21 oct. : L'affiche sauvage à Genève 1968 - 1978, 400 affiches qui ont été affichées à Genève de façon "non-officielle" au cours des dix années écoulées, qui rappellent l'histoire des mouvements populaires et culturels genevois, moyen de communication et d'information. Org. : collectif HALOSIS. ve 19 oct., 20h. : table ronde : Vivre de sa création ! quelles alternatives ? (dans le cadre de l'exposition). 15h. à 20h. (sauf lu), sa et di dès 11h. La claviste sauvage vous dit : "Allez-y !".

Grand Café du Grütli
jusqu'au 3 nov., 21h. : Les mystères de Paris, d'après Eugène Sue, par le Théâtre Mobile (les 3 épisodes alternent).

CAC - Voltaire

Films contre la peine de mort.

New Morning

lu 15, ma 16 oct., 21h. : Don Cherry.

Théâtre de Carouge, 39 rue Ancienne jusqu'au 20 oct., 22h. (sauf di, lu, et ve 19 oct.) : Les 2 Denise ou Le piano du pauvre, d'Anne Cunéo, version scénique d'Armen Godel et Martine Paschoud.

Pic plouc, impasse rue du Lac

sa 27 oct., 21h. : Pierre Chapuis (chansons).

Salle des fêtes de Carouge

ma 16, me 17 oct., 20h.30 : le théâtre Dimitri, org. : Centre des loisirs de Carouge.

Centre de rencontres Marignac

ve 19, sa 20 oct., 21h. : Patrick Font & Cie (chansons, théâtre).

Uni II

du ma 9 au sa 13 oct : Amnesty International contre la peine de mort. 9 oct.,

20h.30 : conférence d'un ancien condamné à mort - 12, 20h.30, table ronde -

13, dès 18h. : musique, poèmes, mimes,

entrée libre. Org. : AI - groupes de Genève.

NYON

Cinéma Capitole

du sa 13 au sa 20 oct. : 11e Festival international de cinéma-Nyon : documents et films d'enquête sur le monde actuel, provenant de 34 pays. Thèmes : les droits de l'homme, l'éducation, la pollution, le nucléaire, le Tiers Monde, l'histoire contemporaine, la drogue, etc. Renseignements : c.p. 98, 1260 Nyon, tél. (022) 61 60 60.

LAUSANNE

Cinémathèque, aula de Béthusy

ve 19 oct., 19h. : Apache (Bronco Apache) (1954) de Robert Aldrich - 21h. : Pane amore e fantasia (Pain, amour et fantasia) (1954) de Luigi Comencini.

Librairie Galerie Femmes

La Mauvaise graine, place du Tunnel 4 jusqu'au 3 nov. : Fabienne Zinguinian, gravures, dessins, Catherine Gagnebin, dessins,

gouaches. ma, je, ve 12h. à 18h.30, me 9h. à 18h.30, sa 9h. à 17h.

PRILLY

sa 13 oct., de 17h. à 24h. : festival folk sud-américain avec : Los Incas, Les Guaranis, Los Jairas, El Grito Andino, Alberto Perez, Laicacota, Sol Naciente.

NEUCHATEL

Salle de la Cité

je 18 oct., 20h.30 : Monsieur Verdoux de Chaplin (USA, 1947), film présenté en collaboration avec Amnesty International "Contre la peine de mort".

Le Théâtre Populaire Romand présente La bonne âme du Se-Tchouan, de Bertolt Brecht à Bienne, je 18 oct., 20h.30, Halle de gymnastique du Marché Neuf - La Chaux-de-Fonds, ve 19 oct., sa 20 oct., 20h.30, Aula des Forges - Neuchâtel, me 24 oct., 20h., salle de gymnastique des Terreaux. Rens. : (039) 23 74 43.

Annie Balle

Partis ouvriers
et syndicats vaudois
dans la campagne électorale

Les syndiqués lausannois ne s'y retrouvent peut-être plus très bien. Au cours de la campagne électorale, ils auront reçu de l'Union Syndicale deux informations légèrement différentes : l'une de l'USL (Union Syndicale Lausannoise), les invitant à participer à un débat avec les candidats syndiqués des trois partis ouvriers PS-POP-LMR, l'autre du Cartel Syndical Vaudois, intitulée "Pour une présence plus marquée des syndicalistes au parlement", énumérant les 21 candidats syndiqués à soutenir. Cette énumération comprend uniquement les candidats-syndiqués du PS et du POP...

Rompant avec ces pratiques, qui, elles, divisent vraiment, le débat convoqué par l'Union Syndicale Lausannoise a réuni près de 80 syndiqué(e)s pour discuter, avec les candidats des trois partis ouvriers lausannois, du "Parlement et de la défense de l'emploi". Qu'à l'initiative d'une structure syndicale, tous les partis ouvriers se présentant aux élections nationales aient pu débattre des options stratégiques qu'ils proposent pour défendre l'emploi est en soi éminemment positif et représente un acquis à faire fructifier aussi en dehors des périodes électorales.

L'habitude du débat à l'intérieur du mouvement ouvrier n'est pas, pour l'instant, fortement ancrée : cela se voyait à la manière dont les représentants du PS et du PdT oscillaient entre l'oecuménisme ("si on se réunit, c'est quand même pas pour se critiquer tout le temps") et la défense obtuse de leurs activités ("nous au moins on fait quelque chose"). Il est vrai que leurs positions étaient difficiles à défendre. Comment en effet à la fois reconnaître la valeur du travail mené par les militants de la LMR dans les syndicats et les possibilités d'action commune (PFS, par exemple) tout en refusant l'appareillement sans conditions au niveau électoral, sinon en faisant apparaître leur propre responsabilité dans cette division du mouvement ouvrier ? Et c'est bien ce qui se passa, le POP "expliquant" qu'il avait trop de divergences avec la LMR pour conclure un appareillement (et à Bâle, alors ?), le PS préférant faire l'appareillement avec l'allié le plus sûr (en quoi cela exclut-il la LMR ?).

Le fait d'avoir une stratégie qui ne prend pas pour point de départ le nécessaire renforcement du mouvement ouvrier aujourd'hui amena les représentants socialistes et populistes à construire une fausse opposition entre ceux qui luttent au niveau parlementaire et ceux qui refuseraient prétendument ce travail.

Or, le problème n'est pas là. Face à la prochaine récession, qui aggravera encore l'attaque patronale, et compte tenu de la faiblesse du mouvement ouvrier — soulignée dans plusieurs interventions — que faut-il faire ? Continuer tranquillement son petit bonhomme de chemin, comme si de rien n'était, en se plaignant simplement un peu plus des bourgeois, ou œuvrer de manière active et décidée au renforcement du mouvement ouvrier, en travaillant au développement de son organisation et en avançant des perspectives d'action et de lutte unitaires ?

A cette question fondamentale, les réponses socialistes et populistes furent pour le moins décevantes : par renforcement du mouvement ouvrier, le conseiller national Gloor (PS) entend renforcement du PS et de sa députation; quant aux camarades du POP, une fois l'énumération des différentes demandes de leur initiative sur l'emploi faite, il ne leur restait plus qu'à dire que oui, évidemment, il s'agissait d'un problème à discuter... Tant il est vrai qu'une initiative qui se limite à demander l'intervention des pouvoirs publics (accusés par le président du POP de n'avoir rien entrepris jusqu'alors, de négliger en quelque sorte les travailleurs...) ne contribue en rien à résoudre ce problème central.

La méthode que propose la LMR permet de rompre le cercle vicieux du "plus on est faible, plus il faut chercher des alliances..." "et pour cela modérer nos revendications" (ce qui en retour nous affaiblit d'autant). Voter LMR c'est contribuer à ce que nos propositions d'action et notre méthode soient entendues plus largement, au parlement comme sur les lieux de travail.

Pt

LMR INFOS...

La LMR à la TV : le mardi 16 octobre, dès 20h.20, débat final avec des représentants de tous les partis (M. Thévenaz pour la LMR).

MEETINGS
Bienne, mercredi 17 octobre, 20h.15, restaurant Pic-Schlüssel, avec J.-P. Thorel (député PS et secrétaire FTMH), Lydia Trueb (FCTP) et Michel Thévenaz (LMR), sur le thème : "Quelle réponse ouvrière face à la crise et à la paix du travail ?".

Genève : meetings dans les quartiers :
Pâquis, mardi 16 octobre à l'Hôtel de Genève, rue des Pâquis, 20h.00.

Hôpital, mercredi 17 octobre, Café de la Roseraie, rue de la Colline, 20h.00.

Genève : meeting sur l'Iran, vendredi 26 octobre, avec un membre du PST et un membre de la Ligue des droits de l'homme. Organisation : LMR, GTS, Comité contre la répression en Iran, Comité de soutien à la lutte du peuple iranien, Comité contre la répression, avec le soutien des Jeunesses socialistes genevoises (lieu à déterminer).

Chaque vote pour la LMR
Un pas vers
l'unité des salariés

"Qui dirige le pays ?" — Voilà une question qu'on n'entend pas souvent à l'occasion de ces élections. On n'a pas souvent non plus de discussions avec des salariés qui associent l'enjeu électoral à une modification de leurs conditions de vie. Vingt ans de gouvernement d'"union nationale" (2 PS, 2 rad., 2 PDC, 1 UDC) ne seront pas remis en cause par quelques déplacements de sièges; au sortir de ces élections, le Conseil fédéral sera réélu selon cette "formule magique", inamovible durant quatre ans, quitte à se faire régulièrement désavouer en votation populaire...

Que dit le PS à ce propos ? Il énumère la liste de ses interventions parlementaires en faveur de "l'homme de la rue"; on demande alors : quels résultats ? On s'entend répondre : "les Bourgeois ont toujours la majorité !". C'était vrai avant, ce sera vrai encore après ces élections, en toute probabilité — personne ne se fait d'illusions.

Dans ce cadre, et avec les réponses qu'offre le PS, il n'est pas étonnant qu'une grande partie des salariés ne découvre pas dans ces élections d'occasion de défendre leurs intérêts. Leur abstention exprime aussi l'indifférence ou la résignation, car d'un point de vue objectif, ne pas prendre position aux élections c'est encore une façon de garantir une majorité aux partis bourgeois. Ceux-ci peuvent continuer à faire croire qu'ils représentent les intérêts de la majorité du "peuple".

La LMR, elle, adopte une attitude résolument offensive; elle pose la question : **quelle politique devrait mener le mouvement ouvrier pour gagner des batailles en dépit de la majorité bourgeoise au parlement ?** Tant il est vrai que ce ne sont pas les problèmes qui manquent ni leur urgence.

Les capitalistes suisses mènent une attaque quotidienne aux conditions de vie des salariés et des retraités. Ils s'efforcent également de limiter les droits démocratiques pour empêcher préventivement toute résistance. Ils participent directement au pillage du Tiers Monde, soutiennent les dictatures par le biais du secret bancaire, des exportations d'armes. Ce n'est pas un hasard si 96 o/o du personnel de Nestlé est employé hors des frontières suisses : les "bonnes relations" avec les dictatures sont rentables : les travailleurs de la filiale de Nestlé au Nicaragua (Matagalpa) gagnaient 3 francs par jour du temps de Somoza ! En revanche, en tant que maillon de la chaîne capitaliste mondiale, l'économie suisse se retrouve également dépendante de ses soubresauts (crise de surproduction, spéculation monétaire, etc.) — simplement, elle en fait porter le coût à ses

propres salariés, en Suisse et à l'étranger.

A cela, nous disons NON ! Faut-il renforcer le mouvement ouvrier, lui donner une organisation et une capacité d'action politique autonomes ou bien faut-il continuer à participer à la gestion de la crise du système bourgeois et de l'impérialisme suisse ? Tel est le véritable choix qui se pose à ces élections comme dans l'action quotidienne.

Soutenir les listes du PS, c'est, dans ces conditions, soutenir bien plus que la politique "plus incisive" d'un Hubacher (président du parti), voire même de la "gauche" du PS. C'est dire OUI à la droite syndicale — car c'est elle qui "fait" la politique du parti — et OUI à la paix du travail. Ce oui-là a des effets désastreux pour le mouvement syndical : les dirigeants syndicaux conservateurs bloquent les discussions à l'intérieur des syndicats; ils bloquent ainsi la réactivation des syndicats et leur implantation dans les entreprises. Cette voie conduit tout droit à renforcer... la politique de capitulation aussi bien face à l'arrogance patronale que, pour le PS, face aux partis bourgeois.

Notre combat est, dans ce sens, le plus réaliste, face à des tâches qui sont énormes. La domination de la bourgeoisie, basée sur son pouvoir économique, s'appuie aujourd'hui essentiellement sur les divisions qui traversent le camp des salariés et sur la faiblesse politique du mouvement ouvrier. Seule une politique de front unique peut permettre de surmonter ces divisions. Est-il réaliste de s'adapter à ces divisions ou de faire comme si elles n'existaient pas, comme si elles allaient disparaître automatiquement ? Bien sûr que non. C'est pourquoi il faut s'attaquer franchement à ces divisions; c'est pourquoi, par exemple, en proposant le lancement unitaire d'une initiative "pour une véritable formation professionnelle", nous voulons introduire dans le mouvement ouvrier et le mouvement des femmes un débat sur la meilleure manière de riposter à la politique de la bourgeoisie, de prendre en charge les intérêts des couches sociales les plus opprimées : femmes, jeunes et apprentis, immigrés. Mais les divisions s'étendront bien au-delà de la formation professionnelle; les immigrés, dont les enfants sont les plus démunis face à l'apprentissage, ne pourront pas voter en faveur d'une telle initiative. La revendication des mêmes droits politiques pour tous ceux qui travaillent en Suisse vise non seulement à permettre aux immigrés de voter, mais de participer tout court à la lutte politique dont ils sont catastrophiquement exclus aujourd'hui.

La LMR est un moteur au service du renforcement du mouvement ouvrier. Partout où des confrontations importantes ont lieu, nous sommes actifs : nous œuvrons au renforcement des syndicats dans diverses branches, nous participons au mouvement antinucléaire, des femmes, des soldats; nous mettons actuellement sur pied une campagne de solidarité avec la révolution nicaraguayenne, nous participons à la construction de la IVe Internationale.

Les expériences réalisées en commun avec des militants inorganisés et des membres d'autres partis font surgir la nécessité de discuter une alternative politique à l'actuelle orientation du mouvement ouvrier; l'orientation que proposent les POCH et le PdT/POP — réaliser des alliances "antimonopolistes", pour le PdT, un "rassemblement populaire" — n'a pas pour but de rompre avec la bourgeoisie, mais de déplacer la collaboration gouvernementale vers une formule plus "à gauche", sous le signe d'un "renouveau démocratique".

Voter LMR, c'est la seule manière de voter pour le renforcement du mouvement ouvrier, contre les patrons, les banques et leur gouvernement !

Au Conseil national, la LMR dévoilera les dessous de la politique bourgeoise, dénoncera la logique du profit capitaliste et avancera des propositions d'action pour tous les salariés.

La bourgeoisie, on le sait, ne donnera satisfaction aux revendications immédiates des salariés que si elle y est contrainte. Le travail parlementaire de la LMR sera tout entier mis au service de cet objectif : redonner au mouvement ouvrier la capacité de faire face en tant que force compacte opposée à la bourgeoisie. Au lieu d'intervenir au Parlement avec les lunettes déformantes du réformisme, la LMR veillera à répercuter les luttes des syndiqués, des femmes, des immigrés, des jeunes, des antinucléaires, etc., sur le plan politique, là où, jusqu'ici, elles ont toujours été dénaturées.

Dans ce sens, la LMR est le seul parti à lutter pour un gouvernement ouvrier responsable uniquement devant l'écrasante majorité salariée de la population et chargé de réaliser ses revendications. Tel est le chemin qui mène à la démocratie socialiste.

Nous n'avons pas à choisir entre plus (PS) ou moins (PdT/POP, POCH) de collaboration avec la bourgeoisie. **Voter LMR, c'est poser de solides points d'appui dans la longue lutte vers l'unité des salariés, contre l'oppression capitaliste.**

Le bureau politique de la LMR

Vers le renouvellement de la CCT dans les arts graphiques

"La grande mutation des arts graphiques"

C'est le titre d'un article du journal "La Suisse" paru dernièrement, et qui évoque les "bouleversements technologiques" du secteur des arts graphiques. En effet, le remplacement du plomb par le film, et l'application de l'électronique, ont remplacé radicalement les techniques traditionnelles, et cela a eu comme effet d'augmenter massivement la productivité, et de provoquer une concentration importante des entreprises du secteur : moins d'un quart des entreprises occupent plus de 80 o/o des travailleurs, avec un chiffre d'affaires dépassant de beaucoup les 80 o/o du chiffre global de la branche. De plus, en 10 ans, le nombre de personnes occupées dans les arts graphiques a diminué de 10 o/o. Et ce phénomène va s'accroître. Comme le constatent "amèrement" les patrons, ces nouvelles techniques coûtent cher, il faudra encore concentrer, faire disparaître des entreprises peu rentables, supprimer des emplois.

Une "mutation" pas rentable pour tous !

L'objectif avoué des patrons est de supprimer encore 1/3 environ des postes de travail. C'est dire l'ampleur de l'attaque que vont subir encore les travailleurs des arts graphiques. L'investissement dans de nouvelles techniques a comme objectif d'économiser des postes de travail et des salaires, de rentabiliser rapidement les nouveaux postes par l'augmentation des rythmes et le blocage des salaires contractuels. Ce qui se fait déjà depuis plusieurs années : les salaires minimaux sont restés pratiquement bloqués depuis 1972, même si, au gré des disparités régionales, des différences sensibles existent au niveau des salaires réels (de grosses entreprises déjà rentabilisées attirent les travailleurs avec des salaires nettement supérieurs à la moyenne, particulièrement dans les régions fortement industrialisées de Suisse allemande). Dans d'autres régions, comme le Valais, où les syndicats sont peu implantés et peu combattifs, les travailleurs sont souvent engagés en-dessous des tarifs conventionnels.

Le syndicat prépare la bataille

En 1980, un nouveau contrat collectif sera signé par la Fédération suisse des typographes et les patrons. La FST a mis sur pied un cahier de revendications dont le point principal est la défense face aux licenciements. Sur ce point, toute une série de revendications défensives face à la politique patronale de licenciements telle qu'elle est appliquée habituellement, ont été mises sur pied. Elles concernent particulièrement les délais, les primes de départ, les reclassements, etc. Mais le point le plus important concerne le recyclage, exigé par le syndicat pour les personnes touchées directement par l'introduction de nouvelles techniques dans leur boîte. De telles revendications ne se retrouvent que rarement dans d'autres conventions collectives, et cela en fait un cahier de revendications relativement avancé. Mais cela ne permet pas encore de s'affronter de manière décidée à la politique patronale dans le secteur. Nous avons dit plus haut que l'objectif des patrons est de supprimer encore un tiers des postes de travail. Ce qu'il faut donc exiger, comme principe, c'est le recyclage pour tous, pour être en mesure de nous battre demain contre l'augmentation des rythmes, pour la diminution du temps de travail, et pour l'embauche de personnel, seule mesure permettant d'appliquer concrètement les deux mots d'ordre précédents. L'exigence du recyclage pour tous trouve un écho dans plusieurs sections syndicales, et notamment à Genève, où il est vrai, le phénomène de la restructuration n'a pas encore une application aussi étendue que dans d'autres villes (mais cela commence, voir l'affaire de la Tribune de Genève). La section de Genève, et d'autres militants combattifs au niveau national, se préparent à la bataille centrale pour le cahier de revendications de la nouvelle convention de 1980; cette bataille arrivera à un point culminant le 20 octobre, avec l'assemblée de délégués qui devra décider de la politique à suivre vis-à-vis des patrons. (Nous en rendrons compte dans la prochaine brèche.)

Autre point où la bataille sera sérieuse le 20 octobre : les salaires minimaux fixés par la convention. La direction centrale propose d'entériner le blocage de fait des salaires depuis 1972 (ils n'ont été réadaptés qu'au coût de la vie), en ne proposant pas de relever de manière conséquente les salaires minimaux. Cela revient à laisser s'élargir l'éventail, selon que le travailleur se trouve à Genève ou à Zurich, dans une grosse boîte en expansion ou dans une petite. Dans ce cadre, la section de Genève propose un relèvement substantiel des minima, dans le but notamment de contrer la politique patronale qui a voulu introduire une nouvelle classe salariale à la sortie de l'apprentissage, et dont le montant est nettement inférieur au minimum appliqué auparavant (en 1974, au moment de la signature de l'avant-dernière convention, ce montant a été fixé à environ 400 francs en-dessous du minimum pratiqué auparavant, et il n'a pas été relevé depuis). Aujourd'hui, il s'agit de balayer cette nouvelle division entre les travailleurs, et d'exiger le même minimum pour tous.

Mais au-delà de l'objectif immédiat de la nouvelle convention, et de la bataille qu'il faudra mener cet hiver, le syndicat aura encore à surmonter une lacune importante : si la syndicalisation est massive dans le secteur, la présence du syndicat dans les entreprises, au travers de commissions ouvrières élues démocratiquement, et reconnues par les patrons comme interlocuteurs, reste encore faible. A cela s'ajoute une division syndicale que les directions ne sont pas prêtes à surmonter, et qui ne peut que rendre service au patronat : typographes (anciennes techniques), lithographes (nouvelles techniques). Plusieurs expériences d'unités d'action, à la base, dans les entreprises, entre commissions représentant les deux syndicats, ont prouvé que seule l'unité peut payer. Il faudra populariser largement de telles expériences afin d'obliger les directions à prendre des mesures urgentes pour accélérer l'unification syndicale de tout le secteur des arts graphiques.

correspondant typo GE

Formation professionnelle

Briser le contrôle patronal de l'apprentissage

Dans la discussion autour de la nouvelle loi sur la formation professionnelle comme à propos des initiatives cantonales - lancées à Zurich, Bâle et Uri - pour des ateliers publics d'apprentissage, la question au centre des débats est le principe même de l'apprentissage sous contrôle patronal. La bourgeoisie prône une adhésion totale à cette forme d'apprentissage; et malheureusement le PSS comme l'Union syndicale y souscrivent entièrement. Quant à nous, nous y sommes absolument opposés. Pourquoi ?

Un jouet de la concurrence capitaliste

La forme actuelle d'apprentissage sous contrôle patronal s'appuie sur deux piliers : d'abord sur une formation à la production même, sous le contrôle direct du patron, deuxièmement sur un ou un jour et demi d'école, organisé par l'Etat où sont transmises les connaissances dites théoriques et générales. Malgré ces deux piliers, l'apprentissage est en fait entièrement dans les mains patronales. La formation dispensée à l'école aussi ! Car ce sont les associations patronales et celles des arts et métiers qui déterminent les programmes, de concert avec l'Etat qui se met à leur service. Une preuve parmi d'autres : le matériel scolaire utilisé dans ces écoles professionnelles où, par les cours d'éducation civique, les manuels ne cessent d'attaquer les syndicats. Avec ce système, les apprentis deviennent alors les jouets des intérêts patronaux opposés aux leurs - et cela sur trois plans :

* l'apprenti se trouve seul face à "son" patron dans la production; il fait très souvent - en particulier dans les petites et moyennes entreprises - le travail d'un manoeuvre, mais payé très bon marché. La formation elle-même est reléguée au second plan. D'ailleurs on admet généralement qu'un apprenti, dans une branche commerciale, est productif à 80 o/o. D'où l'intérêt du patronat à engager des apprentis.

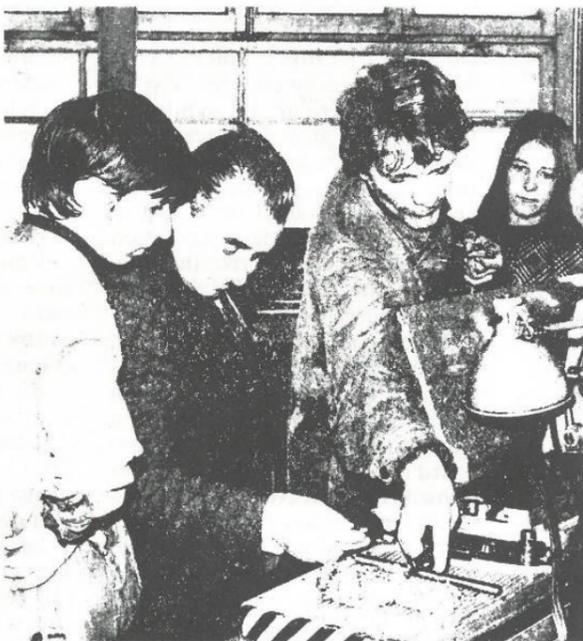
* les 157 571 contrats d'apprentissage qui existent aujourd'hui sont ventilés dans les différents secteurs professionnels uniquement selon les intérêts conjoncturels des patrons. La grande industrie se limite à prendre un nombre restreint d'apprentis qu'elle va former pour devenir des cadres. Le reste des places d'apprentissage, ce sont la petite industrie, le commerce, l'hôtellerie qui les offrent et qui déversent ainsi sur le marché du travail, après leur apprentissage, une main-d'oeuvre sous-qualifiée bon marché pour l'industrie. La réparti-

tion entre les différentes professions est soumise aux nécessités de la concurrence, pour les patrons. Les filles sont mises dans des voies de garage, dans des professions au niveau salarial très bas, les prétendus "incapables" reçoivent des places de formation mauvaises et tombent ainsi encore plus bas.

* le contenu même de l'apprentissage est entièrement soumis aux intérêts patronaux. Il est essentiellement centré sur une spécialisation correspondant aux besoins immédiats de la production. Il ne vise pas à donner au travailleur une vision et une compréhension de l'ensemble de la production.

L'apprentissage sous contrôle patronal assure donc pleinement les intérêts pa-

tronaux. Les offices de formation professionnelle, qui devraient contrôler l'apprentissage, admettent d'ailleurs qu'un tel contrôle est impossible. Les apprentis(e)s sont eux-mêmes sans défense; ils sont liés par un contrat signé par leurs parents avec le chef d'apprentissage. Les syndicats n'ont strictement rien à dire.



tronaux. Les offices de formation professionnelle, qui devraient contrôler l'apprentissage, admettent d'ailleurs qu'un tel contrôle est impossible. Les apprentis(e)s sont eux-mêmes sans défense; ils sont liés par un contrat signé par leurs parents avec le chef d'apprentissage. Les syndicats n'ont strictement rien à dire.

Notre objectif : un apprentissage sous contrôle ouvrier

Au XIXe siècle, lorsqu'il s'est agi de mettre sur pied l'école publique obligatoire, des voix s'élevèrent contre ce projet pour défendre soignant "la liberté", contre "un nivellement complet des consciences"... De telles objections vont certainement être opposées à notre proposition. Nous sommes pour un apprentissage général, obligatoire et organisé par l'Etat. L'apprentissage doit être ôté de la main-mise directe du patronat. Le pilier fondamental d'un tel système : des écoles publiques avec des ateliers d'apprentissage où soient ensei-

gnées les différentes professions dans leur globalité et non pas seulement une profession dans sa spécialisation la plus extrême. Nous sommes conscients qu'une grande partie de la formation ne peut être acquise en dehors de la production quotidienne, dans l'entreprise. Pour cela nous proposons que les apprentis aillent également se former en groupe dans les entreprises, mais sous contrôle de leur école et pour une période limitée. Cette formation ne doit pas se faire uniquement dans une entreprise, mais, selon la profession, dans plusieurs entreprises : dans de grandes boîtes, dans des entreprises plus artisanales, dans celles qui sont très avancées techniquement et dans celles qui sont moins automatisées.

leur que les patrons. Mais le système d'apprentissage que nous proposons éliminera pour la première fois la concurrence entre les jeunes qui cherchent une place d'apprentissage.

Nous savons que ce qui est déterminant, c'est le poids du mouvement ouvrier - politique et syndical. Il sera mieux à même de le faire jouer à l'égard d'un système de formation pris en charge par l'Etat que vis-à-vis d'une formation contrôlée par des centaines de milliers de maîtres d'apprentissage qui font ce qu'ils veulent avec leurs apprentis. Les syndicats et les partis ouvriers doivent empêcher par leurs actions que ne se développe dans ce nouveau système d'école d'apprentissage public, une sélection allant dans le sens des intérêts patronaux : les filles orientées vers telle profession, les garçons vers telle autre, les "doués" vers celle-ci, les "incapables" vers celle-là. La tâche des syndicats est justement d'imposer leurs solutions, face à une situation de concurrence qui paraît les rendre impossibles; c'est le début d'un contrôle ouvrier.

Nous ne faisons pas une politique du tout ou rien

Nous savons fort bien que le mouvement ouvrier suisse actuellement, tant du point de vue de sa force que de sa politique, n'est pas du tout assez solide pour porter un tel projet. Nous ne nous contentons pas seulement de faire des propositions générales, nous montrons aussi aujourd'hui comment - indépendamment du fait que l'on soit d'accord avec notre orientation - faire les pas nécessaires pour améliorer la situation des apprentis et de leur formation en général. Nous proposons de créer des ateliers publics d'apprentissage qui ne vont pas remplacer l'apprentissage sous contrôle patronal, mais entrer en concurrence avec lui. Nous savons fort bien qu'une telle proposition est tout à fait conciliable avec la confiance qu'accordent le PSS et l'USS au système d'apprentissage actuel. Cette perspective a conduit au lancement d'initiatives cantonales, unitairement, à Zurich et à Bâle. Sur le plan national, la LMR s'est adressée à toutes les organisations ouvrières pour le lancement en commun d'une initiative fédérale. Dans l'action et la discussion, il sera certainement possible de montrer qu'il existe des solutions qui vont au-delà et à l'encontre des intérêts liés aux capacités concurrentielles du patronat, et de rassembler des forces autour d'une telle perspective.

Nous ne faisons confiance qu'au renforcement du mouvement ouvrier

L'école obligatoire est publique, elle est restée malgré tout une école à la mesure du capitalisme. Cela peut également se passer avec notre projet d'apprentissage sous contrôle ouvrier. Nous le savons et nous ne nous faisons pas d'illusion sur cette question. L'Etat, en tant que tel, n'est pas meil-

Kk5t

Contre les démontages sociaux: agir au lieu de se lamenter!

(2)

Dans notre dernier numéro, nous avons montré que les démontages sociaux ne sont pas simplement une revendication de la droite ou une formule utilisée par la gauche : ils sont déjà **PASSES DANS LES FAITS** pour l'AVS/AI ou l'assurance-maladie. Contrairement aux données manipulées des "sociologues" bernois sur la situation économique des rentiers, nous avons démontré que des centaines de milliers d'invalides et de retraités auraient besoin d'une amélioration de l'AVS/AI. Or ceci n'est possible que par une **EXTENSION DE L'AVS/AI**. Ce point est très important. Dans le "Tages Anzeiger" (22.9.79), Verena Thalman, qui critique par ailleurs très justement l'étude de Berne, affirme que l'introduction obligatoire du 2e pilier¹⁾ serait un "apport essentiel" et permettrait d'améliorer la situation de ce 30 o/o de retraité(e)s qui en restent au minimum vital. Cette conclusion est justement erronée. D'abord parce que les retraité(e)s d'aujourd'hui **NE TOUCHERONT RIEN** de l'introduction obligatoire du 2e pilier au cas où il entrerait en vigueur. Ensuite parce que ce 2e pilier est prévu de telle sorte qu'il **N'AJDRA JUSTEMENT PAS OU GUERE CE 30 o/o DES RENTIERS LES PLUS DEFAVORISES**.

Viser juste !

Les spécialistes de la sécurité sociale ne le contestent pas. C'est pourquoi on exige, dans le mouvement ouvrier comme hors de lui, d'élever les rentes AVS/AI les plus basses afin qu'elles soient conformes au "mandat constitutionnel" qui leur fixe la tâche de "couvrir convenablement le minimum vital".

Mais comment financer cette amélioration ? Une hausse des pourcentages perçus sur les salaires se heurte à un obstacle presque insurmontable : les caisses de pension (CP, soit le 2e pilier) exigent déjà des cotisations plus élevées et leur introduction obligatoire gênerait, sous forme d'épargne forcée, une part encore plus grande de la masse salariale.

Les milliards existent pour augmenter les rentes

Pour la première fois en 1975, les cotisations aux caisses de pension ont dépassé celles de l'AVS/AI. En 1977, les caisses de pension ont encaissé 9 266 millions de cotisations contre 9 044 à l'AVS. Mais alors que l'AVS a reversé sous forme de rentes pratiquement toutes les cotisations, les caisses de pension n'en ont redistribué que 2 763 millions. Les 6 500 millions restants ont été à nouveau accumulés sous forme de capital de couverture. Si l'AVS/AI et les caisses de pension étaient unifiées dans un seul système d'assurance vieillesse, selon le système de répartition, il y aurait ainsi 6 500 millions supplémentaires à disposition pour augmenter les rentes. Cela représenterait exactement 5 000.- fr. par an et par retraité ! En réalité, l'apport serait encore plus important puisqu'actuellement seule une partie des salariés est dans une caisse de pension. Il faudrait bien entendu encore discuter comment, dans le cas d'un système unique, devrait être établie l'échelle des rentes. Mais en tout cas cela montre qu'un système unique permettrait de réaliser tous les postulats d'une amélioration de l'assurance-vieillesse.

Cette situation durera en tout cas aussi longtemps que le 2e pilier fonctionnera selon le système de capitalisation, qui dévorera des cotisations extrêmement élevées pendant les 40 ans de sa "phase de construction".

Tant que les CP restent facultatives, la couverture de leur capital est inévitable du point de vue de la technique d'assurance. Avec un système obligatoire, il serait possible d'introduire un principe de répartition (comme pour l'AVS), permettant des cotisations beaucoup plus favorables. Mais le capital bancaire et des assurances s'y oppose de toute sa force, et jusqu'ici avec succès !

Pratiquement, cela veut donc dire que le **2e pilier, même facultatif, bloque actuellement toute amélioration de l'AVS/AI un tant soit peu significative**. On le verra bientôt lors de la 10e révision de l'AVS. Elle devrait introduire le principe légitime d'un traitement égal pour les femmes et celui de la retraite à la carte. Mais la marge financière pour cette révision sera, à côté du 2e pilier, si étroite, que la réalisation de ces principes entraînera de douloureuses coupures ailleurs. Les femmes qui ne sont "que ménagères" et leurs maris en subiron par exemple les frais : l'actuelle AVS (par le biais des rentes de couples) prend partiellement en compte la tâche sociale que représente l'éducation des enfants; avec la retraite à la carte, le paiement avancé des rentes les fera baisser à tel point que seuls des salariés favorisés pourront se le permettre.

Contrairement à toute la tradition helvétique des "petits pas", il devient manifeste que seul un grand pas en avant peut mener l'AVS vers une solution avantageuse pour tous les salariés : l'extension de l'AVS/AI sous forme d'un "pi-

L'escroquerie du 2ème pilier confirmée

La bourgeoisie et le Conseil fédéral ont, dès le début, justifié le 2e pilier avec deux arguments essentiels :

- le capital accumulé dans les caisses de pension serait indispensable pour favoriser la croissance économique et le développement des infrastructures;
- le 2e pilier serait "plus sûr" pour faire face à une croissance des rentiers en rapport avec la population active, car "chacun y épargne pour soi".

Le PSS et les directions syndicales avaient avancé les mêmes arguments pour faire passer, en 1972, la conception bourgeoise des 3 piliers.

Mais voilà qu'aujourd'hui, un groupe d'experts travaillant pour le Conseil fédéral — trois professeurs d'économie appelés aussi les "trois sages" — démontre l'absurdité de ces arguments ! Dans leur second rapport sur "la situation et les problèmes de l'économie suisse" (fin 1978), ces "sages" se préoccupent à fond de la situation de l'assurance-vieillesse. Ils constatent :

- que le processus de capitalisation des caisses de pension, durant les 40 ans de leur "phase de construction", nécessitera des cotisations relativement bien plus importantes que l'AVS;
- qu'en cas d'inflation élevée, ces cotisations deviendront tout simplement insupportablement élevées;
- que les capitaux de couverture (déjà énormes aujourd'hui) n'influencent pas l'économie de manière importante et peuvent même éventuellement, lui nuire;
- qu'il faut enfin contester le principe selon lequel le niveau de vie des retraités doit toujours dépendre de la production courante réalisée par les travailleurs et qu'il y aura donc toujours, dans les faits, une certaine répartition — indépendamment du fait qu'on ait "épargné" ou non sous forme de titres sur le capital.

Ils concluent textuellement : "Il est faux de croire que le principe de capitalisation soit, du point de vue économique réel, plus sûr que celui de répartition (de l'AVS) et qu'il assure une plus grande indépendance face aux fluctuations de la population; ni même qu'il permette — lorsque le 2e pilier sera institué définitivement — des 'coûts' plus bas grâce au 'financement autonome' sous forme de rendement du capital épargné".

Evidemment, les trois professeurs ne proposent rien d'autre, comme solutions, que la politique bourgeoise des démontages sociaux. Mais leur étude porte un coup à l'édifice de mensonges qui avait été bâti pour faire passer le 2e pilier !

liier unique", financièrement tenable, et qui renonce aux caisses de pension. Celles-ci pourraient être prolongées, sous forme de libres primes d'assurance, jusqu'à l'introduction d'un système unifié, garantissant ainsi les droits acquis par le paiement des cotisations précédentes. Lorsque les cotisations versées jusqu'ici aux CP entreraient dans l'AVS/AI, elles permettraient de financer, pour la majorité des salariés, des rentes sensiblement plus élevées que le 1er et le 2e pilier pris ensemble. C'est dans une telle solution que se trouve la garantie financière nécessaire à toute amélioration de l'assurance-vieillesse, y compris pour l'augmentation des rentes des retraité(e)s actuellement réduits à une situation de misère.

Une telle solution risque certes de se heurter aux résistances des membres actuels des CP, y compris des syndiqués. La crainte de perdre les droits acquis ne peut cependant en être une raison valable, ceux-ci étant intégrés à un système unifié. Resterait alors une réaction égoïste, non solidaire ("Ceux qui se sont crevés à payer des cotisations des caisses de pension devront maintenant payer") qu'il faudrait clairement combattre. Car la grande majorité de ceux qui n'ont pas de CP ne pouvaient pas s'y assurer, et si certains se sont "crevés" à payer leurs cotisations, ils ne l'ont tout de même pas fait pour faire fructifier la capitalisation des caisses patronales !

Comment avancer maintenant ?

Face aux démontages sociaux, il ne suffit donc pas de se lamenter sur les "coups de freins" ou les "reculs" que veut imposer la bourgeoisie au système de sécurité sociale... surtout quand on continue à vouloir ramer avec elle dans le même bateau. Aux démontages sociaux bourgeois, il est urgent d'opposer une contre-offensive propre du mouvement ouvrier, incluant des solutions nouvelles.

* Premièrement, il s'agit de contrer systématiquement l'abrutissante campagne des compagnies d'assurances et des partis bourgeois. Nous devons montrer sans relâche que toutes les propositions "d'épargne" de la bourgeoisie ne réduisent pas d'un centime les coûts de l'assurance vieillesse ou maladie mais ne font que reporter leur financement sur les catégories socialement les plus faibles. Nous devons montrer sans relâche combien l'égoïsme, prêché au nom de la "responsabilité de chacun", du "chacun épargne pour soi-même", ne fait que remplir les poches des assurances privées et des banques. Nous devons montrer, calculs en main, aux membres des CP combien les rentes AVS, pour les mêmes cotisations, sont plus élevées que celles des CP (où ils paient en outre souvent leur part à la rente de leur directeur). Voilà ce que devraient expliquer publiquement ces responsables syndicaux qui, en petit comité, avouent

ouvertement que l'AVS est meilleure que le système des deux piliers, mais qui se cachent toujours derrière "le fait que les membres tiennent aux caisses de pension".

* Deuxièmement, le mouvement ouvrier ne peut rester passif en matière de sécurité sociale et ne prévoir ses propres solutions qu'au cas "où le 2e pilier obligatoire ne serait pas en vigueur en 1981" (F. Leuthy, secrétaire USS responsable de la sécurité sociale au Tages Anzeiger du 22.9.1979). Il est possible que le patronat trouve encore une "solution tenable" pour le 2e pilier, mais tenable pour lui, c'est-à-dire qui maintienne ou même accroisse la redoutable division des salariés entre ceux qui sont bien et ceux qui sont mal assurés. Dès que possible, nous devons au contraire lancer une initiative pour une AVS/AI étendue et complète, qui, pour la grande masse des salariés (par exemple jusqu'à un revenu de 4 500.- fr.) serait plus favorable que le système des deux piliers et qui permettrait enfin, sans sacrifices ni coûts supplémentaires, de réaliser des rentes suffisantes pour tous, le principe de la retraite à la carte et du traitement égal pour les femmes.

* Troisièmement, en matière d'assurance-maladie et accidents, le mouvement ouvrier devrait abandonner cette séparation totalement trompeuse des deux domaines, ainsi que les caisses-maladies, pour s'orienter vers le principe d'un système unifié et public de la santé, qui a déjà prouvé sa supériorité dans d'autres pays.

Renforcer la LMR !

Nous nous sommes battus depuis des années pour ces objectifs. En 1975, la LMR a proposé à toutes les organisations ouvrières un projet d'initiative (publié dans la brèche en février 1976) visant l'extension de l'AVS/AI, son unification avec le 2e pilier et maintenant les droits acquis. Nous avons proposé à ces organisations de discuter ce projet pour avancer ensemble une alternative du mouvement ouvrier. Si les directions respectives du PSS, du PdT, des POCH, du PSA et de l'USS n'y ont pas répondu, ce projet n'est pourtant pas resté sans écho. Le Congrès du PSS de Montreux (30/31 octobre 1976) avait mandaté la direction d'entreprendre les études nécessaires et d'en référer au Congrès suivant. Entre temps, en 1977, le camarade J. Steiger développait notre projet dans son livre "2e pilier : oeuvre sociale ou affaire lucrative" (Ed. Grounauer), fournissant le matériel de base nécessaire.

Les membres du PSS attendent eux toujours, en vain, le rapport de leur direction... Quant au PdT, il répète à chaque occasion que son initiative sur les "pensions populaires" (1972) aurait été meilleure. Elle aurait en effet renforcé l'AVS et c'est pourquoi nous l'avions soutenue. Mais qu'on ne cache pas tout de même que la démarche solitaire engagée alors par le PdT, ainsi que des manques dans la formulation de l'initiative, avaient offert des points faibles à la contre-attaque, favorisant l'échec de l'initiative. Depuis, les POCH et le PSA ont lancé l'initiative sur la retraite à 60 ans/55 ans, en faisant aussi et volontairement cavalier seul. L'objectif était évidemment correct, mais il a échoué entre autres parce que sa réalisation, dans le cadre du système des deux piliers, s'achoppait à des obstacles énormes.

Qui en profite ?

C'est la question que posait, en 1974, l'actuel président de l'USS, Richard Muller, lorsque le Conseil fédéral reporta à 1975 la réalisation du 2e pilier obligatoire promis. Il démontrait que les compagnies d'assurances faisaient pression pour en obtenir le report, constatant "une fois de plus" que ces milieux capitalistes avaient plus de poids sur le gouvernement que l'Union Syndicale avec ses 450 000 membres et les associations d'employés tous ensemble. Il n'en va pas autrement aujourd'hui et l'USS doit en tirer une fois pour toutes les conséquences !

Une extension complète de l'AVS/AI s'opposerait sans doute à une résistance farouche de la bourgeoisie, même si certains experts bourgeois (comme par exemple le Prof. W. Wittmann du PDC qui la considère, dans une publication de la Volksbank, comme la "deuxième meilleure solution" de l'assurance-vieillesse) ne la refusent pas frontalement. Mais chez les salariés, un tel projet pourrait sans doute trouver une large majorité si un nombre suffisant de forces du mouvement ouvrier s'y engageaient unitairement. Cela a toujours été notre but et nous continuerons à le défendre. A ceux qui se lamentent sur les démontages sociaux, nous avons proposé une telle démarche unie. Ceux qui, à ces élections nationales, donneront leur voix à la LMR renforceront aussi la seule force politique qui ait poursuivi une démarche systématique dans cette direction et qui oppose aujourd'hui une alternative concrète à l'escroquerie des caisses de pension.

GK

1) Le 1er pilier est l'assurance AVS obligatoire conçue selon le système de répartition (la quasi totalité des cotisations est versée sous forme de rentes); le 2e pilier est constitué par les caisses de pension, conçues selon le principe de capitalisation (environ la moitié des cotisations est accumulée sous forme de capital de couverture) et aurait dû devenir obligatoire depuis 1972; le 3e pilier est constitué par l'épargne privée.

Le Parti radical,

caravanier de la politique

Les derniers dossiers de politique intérieure de la Brèche ont été consacrés aux grands partis politiques suisses. Nous terminons cette série par un dossier sur le Parti radical-démocratique (PRD). Ce que fut ce parti, ce qu'il y a à dire de son histoire, garde aujourd'hui toute sa validité : il est en effet le centre des courants politiques bourgeois. Toutes les impulsions importantes de la bourgeoisie passent par ce parti et sont présentées sous ses couleurs à l'opinion publique. La confrontation avec le PRD est en conséquence largement identifiable à la confrontation avec la politique bourgeoise en Suisse.

L'origine des radicaux suisses — L'origine de l'Etat suisse

L'origine du PRD remonte aux années 20 et 30 du siècle passé. Durant la période de la Restauration, après la révolution française, alors que les conservateurs avaient une fois encore réussi à se saisir du gouvernail politique, la situation de l'industrie naissante était difficile. D'innombrables lois cantonales furent promulguées, qui limitaient le développement du commerce et de la production industrielle. Les conservateurs régnaient sur la majorité des gouvernements cantonaux pendant que les industriels finançaient ces Etats par leurs impôts. Lorsque, dans quelques cantons, le verrou conservateur finit quand même par sauter, et qu'une Constitution moderne accompagna la mise en place de nouveaux gouvernements, les **corps-francs** furent créés, pour la défense contre les attaques conservatrices. Ici et là, ces corps francs furent utilisés comme de véritables troupes de guérilla dans les cantons conservateurs voisins. L'une des plus connues de ces expéditions de guérilla a été décrite par l'écrivain zurichois — radical lui aussi — Gottfried Keller. Il participa lui-même à l'expédition contre Schwyz, sans cependant dépasser le district de Knonauer d'où on dut le ramener à Zurich, bien trop ivre pour combattre. Cette anecdote montre aussi le caractère de ce mouvement. Il s'appuyait sur un enthousiasme largement répandu dans la population. La domination des radicaux — alors appelés libéraux par opposition aux conservateurs — en sera d'autant plus décevante pour cette population.

Elle n'apporta pas la disparition espérée des souffrances et des difficultés matérielles, mais bien le développement rapide de l'industrie. Et donc de nouvelles charges. Les événements dans le canton-mère des radicaux modernes, Zurich, sont à cet égard significatifs. En 1831, les industriels se rassemblèrent, lors de la rencontre d'Uster, pour marcher contre les conservateurs de Zurich. Outre les **seigneurs** de l'industrie et les paysans, les travailleurs compaient également parmi leurs partisans. A peine un an plus tard, sous domination "libérale", la rencontre d'Uster débouchait sur l'assaut des travailleurs contre l'industrie textile de l'Oberland zurichois et sur la destruction des machines et l'incendie de la fabrique d'Uster. Ils se sentaient trahis.

Cependant la force des industriels était suffisante pour briser complètement le pouvoir des conservateurs. En 1848, dans un dernier élan, ils créèrent l'Etat fédéral suisse, se subordonnant ainsi tous les cantons.

L'Etat fédéral avait pour les industriels une seule fonction : éliminer tous les obstacles au développement du commerce et de l'industrie. C'était le sens qu'ils donnaient à la liberté — à cette époque déjà.

* La liberté de domicile et d'établissement permettait la création d'un marché du travail et ainsi le développement d'un prolétariat moderne, géographiquement mobile.

* La liberté de commerce et d'industrie et la garantie de la propriété privée donnèrent la possibilité de développer l'industrie en dehors des limites d'une législation corporatiste et d'une "protection ouvrière" conservatrice.

Tel était le credo des radicaux, qui dominaient complètement l'Etat moderne. L'appareil d'Etat central était extraordinairement réduit, mais tout de même suffisamment fort pour vaincre tous les obstacles. Rapidement, il se caractérisa par son oppression de l'agitation ouvrière. La politique radicale et l'appareil d'Etat furent tout aussi efficaces dans la protection de l'ascension du capital.

Le radical zurichois, Alfred Escher, dirigea la barque gouvernementale de manière si autoritaire que même ses frères d'armes radicaux se sentirent obligés de parler d'absolutisme et de "régiment des barons des chemins de fer". Escher sut contrôler personnellement le développement rapide des chemins de fer et, à travers ce monopole, dicter dans les faits la politique d'Etat.

C'est ainsi qu'apparut une première division des radicaux sur la question de l'activité de l'Etat dans ce domaine. Une orientation dite centraliste, soutenue par les artisans bernois, s'opposa à une aile anti-interventionniste menée par les barons des chemins de fer de Zurich.

L'Etat-gendarme des radicaux avant la première guerre mondiale

Les changements sociaux des années 70 et 80 du XIXe siècle contribuèrent très rapidement à réunifier la famille radicale. A la suite de la crise économique, les industriels zurichois se rendirent eux aussi à l'évidence que l'Etat devait disposer de plus de pouvoir. Mais ce furent avant tout les nouvelles tensions qui colmatèrent le camp bourgeois. La naissance du mouvement ouvrier, avec ses syndicats et ses partis ouvriers, commençait. Même le mouvement démocratique petit-bourgeois ne put empêcher cette naissance. La social-démocratie, et surtout un nouveau mouvement de masse, entrent en scène. Pour la première fois en Suisse, ces mouvements ne sont plus inspirés par le nationalisme radical, mais par des questions sociales. A ce moment, les radicaux essaient de se mobiliser eux-mêmes une nouvelle fois pour le développement de l'Etat fédéral et en même temps pour réaliser l'édification de l'Etat moderne.

Le Conseiller fédéral radical Emil Frei lança alors sa formule frappante : "L'Etat peut tout ce qu'il veut". Et son collègue de parti et de gouvernement Ludwig Forrer précisait tout de suite quel genre d'Etat serait ainsi tout-puissant : "Nous (les radicaux) avons le pouvoir et savons l'utiliser. Car seul un parti majoritaire peut ôter aux conflits d'intérêts toujours menaçants de la société industrielle leurs effets destructeurs à travers un équilibre compensatoire interne au parti".

Cette capacité d'intégration ne sera cependant mise à l'épreuve que lors de la grande crise suivante — et échouera

lamentablement. Vers le tournant du siècle, les radicaux, profitant de la croissance économique, peuvent se développer pleinement. L'activité de l'Etat est extraordinairement limitée par les besoins de l'industrie et de l'artisanat. Seules les attaques du mouvement ouvrier créent ici et là des tensions. La révision de la loi sur les fabriques, l'introduction d'une assurance maladie et accidents sont des problèmes qui provoquent des tensions chez les radicaux, une partie de l'aile industrielle et les artisans s'opposant à toute modification de la ligne d'intervention limitée de l'Etat suivie jusqu'alors.

Cependant la première guerre mondiale amènera l'éclatement du parti, avec la scission de l'aile libérale, qui s'oppose à tout autre développement de l'intervention étatique, et avec la fondation du PAB (Parti des paysans, artisans et bourgeois, aujourd'hui UDC), qui cherche, par l'intervention de l'Etat, à empêcher le recul de la petite-bourgeoisie et des couches inférieures de la bourgeoisie.

Le PRD, porte-parole du patronat, des conseils d'administration, des banques et des assurances

Tout ce qui porte un nom et possède une fortune se fait aujourd'hui représenter par le PRD. La grande partie des conseillers nationaux et aux Etats du PRD sont beaucoup plus des conseillers financiers qu'autre chose. Pres de 150 conseils d'administration siègent avec la cinquantaine de conseillers radicaux au Parlement. L'actuel conseiller fédéral radical Honegger (ancien représentant de l'industrie zurichoise) l'a clairement dit au patronat devant le Vorort rassemblé en mai 1971 : "L'industrie doit trouver le moyen pour que des hommes possédant un large horizon en matière de pensée économique se décident aussi à s'engager politiquement pour les affaires du patronat".

Honegger lui-même, avec ses 23 conseils d'administration (parmi eux, d'aussi importants qu'Elektrowatt — industrie nucléaire — et Honeywell-Bull — fabricant du napalm utilisé par les Etats-Unis au Vietnam) ne s'est pas mal débrouillé.

Même s'il a dû renoncer à ces mandats après son élection au Conseil fédéral, il n'en oublie certainement pas pour autant ses intérêts économiques. Personne n'a du reste oublié le chemin suivi par son collègue Schaffner qui du Conseil fédéral passa à de brillantes fonctions dans l'industrie privée.

Mais les associations patronales sont aussi richement représentées. Plus d'une douzaine de leurs représentants sont dans les rangs parlementaires du PRD. Parmi eux, le zurichois Ruegg, président de l'Association suisse des constructeurs de machines et le neuchâtelois Yann Richter, directeur de la Chambre suisse d'horlogerie et président du PRD.

Les radicaux dans la société industrielle développée

La période qui suit la première guerre mondiale et surtout la première grève générale politique suisse (1918) voit la formation du radicalisme moderne. Le premier problème auquel se trouve confronté le parti, toujours dominant dans le gouvernement, c'est la confrontation avec le mouvement ouvrier moderne.

Dans l'entre-deux-guerres, après le recul du mouvement de masse surtout, le parti radical développe la politique du bâton et de la carotte, qu'il maîtrise aujourd'hui encore magistralement. A l'encontre des mouvements de masse, il procède avec dureté. Vis-à-vis des mouvements qui refluent, il essaie la voie de l'intégration. Et cela aussi bien en tant que parti qu'avec son gouvernement. Juste après la guerre, encore totalement sous le coup de la grève de masse, il lance un projet anti-ouvrier après l'autre. La prolongation du temps de travail, la limitation des libertés politiques (lex Schultess et lex Häberli) sont l'oeuvre du parti radical.

En même temps, il tente, au moment du reflux, de faire jouer des mécanismes d'intégration, dont il ne dispose que grâce à sa liaison directe avec le patronat. Lorsque durant la grande crise il sera à nouveau saisi par la peur d'une montée des luttes de masses, il ne reculera pas non plus devant l'alliance avec les Fronts, les fascistes suisses. C'est ainsi que les radicaux zurichois formeront en 1931 un bloc électoral avec les frontistes, contre le mouvement ouvrier.

La méthode avec laquelle le PRD intègre de larges couches mérite cependant plus d'attention. A l'origine son "lien aux masses" passait par d'innombrables associations et sociétés. Dans la société moderne, ce lien joue de moins en moins, même s'il garde une signification importante pour le PRD dans les régions rurales. Par contre le PRD développe systématiquement une politique d'égoïsme individuel et la présente ensuite comme une politique de "liberté".

Cette démarche n'est pas simplement un truc idéologique se vendant particulièrement bien; elle repose sur des intérêts matériels palpables. En 1925 déjà, lors de l'initiative Rothenberg pour l'introduction de l'AVS, le PRD se plaça à la tête de la bourgeoisie pour s'opposer, au nom de la liberté, au principe de solidarité dans l'assurance (soutien des pauvres par les riches) ainsi qu'aux rentes minimales décentes. Sa position de fond reposait sur l'assurance individuelle et l'assistance sociale.



A la santé du profit !

patronale

Cette position est aujourd'hui appliquée à chaque occasion par le PRD. C'est ainsi qu'il s'adresse à l'opinion publique avec ce même argument contre le développement de l'AVS, voire même contre une trop forte croissance des caisses de pension. Selon le Conseiller national radical Bremi de Zurich, "il s'agit pour l'essentiel d'encourager le citoyen à constituer, par ses propres prestations et par son épargne, une propriété dont ils disposeront dans sa vieillesse... Lors de la discussion sur la loi fédérale pour le deuxième pilier, il est apparu en outre, que la formation de la propriété privée pouvait être menacée par un autre côté. Si une prévoyance professionnelle légale devait être introduite aujourd'hui, le marché intérieur des valeurs sûres et valables serait mis à contribution dans une mesure telle par les nouveaux investisseurs institutionnels que cela rendrait justement plus difficile aux jeunes l'accès à une responsabilité financière propre" (NZZ, 13. 11. 1978). Avec cette politique, le PRD s'adresse aux couches les plus élevées de la classe ouvrière, aux employés de haut rang, aux artisans et assure en même temps les intérêts de la bourgeoisie et en particulier ceux des assurances privées. Cet appel à l'égoïsme social est justement aujourd'hui fortement martelé par le PRD, qui se constitue ainsi, au-delà de la bourgeoisie, une base sociale — aussi longtemps que le mouvement ouvrier ne peut démontrer dans la pratique que la voie de la solidarité est la voie la plus efficace.

Le deuxième problème auquel le PRD est confronté en tant que parti bourgeois majoritaire, c'est l'intégration des différents courants bourgeois eux-mêmes, afin qu'il en résulte une politique d'Etat acceptable pour eux.

Avec l'existence du PAB (devenu UDC) dans l'entre-deux-guerres, ce problème s'est visiblement aggravé. En outre, le PRD était aussi aux prises avec une tendance libérale, qui se constitua, dans les cantons de Genève, Neuchâtel et Bâle, en parti d'une aile importante du patronat, sur des positions fédéralistes et avec une orientation durement anti-ouvrière.

Ce n'est qu'à partir des années 30 que le PRD put colmater ses rangs de telle manière qu'il lui fut dès lors possible de présenter à la bourgeoisie une orientation politique claire. Il mit l'Etat en veilleuse durant la crise économique, n'augmentant la flamme que lorsque les premiers rayons d'espoir pour l'industrie d'exportation apparurent. A cette époque, le PRD fit brillamment ses preuves comme parti bourgeois dirigeant. La réunification des différentes ailes bourgeoises lui réussit cependant moins. Et c'est justement ce problème que l'orientation actuelle du PRD cherche à résoudre.

Le PRD dans la crise des années 70

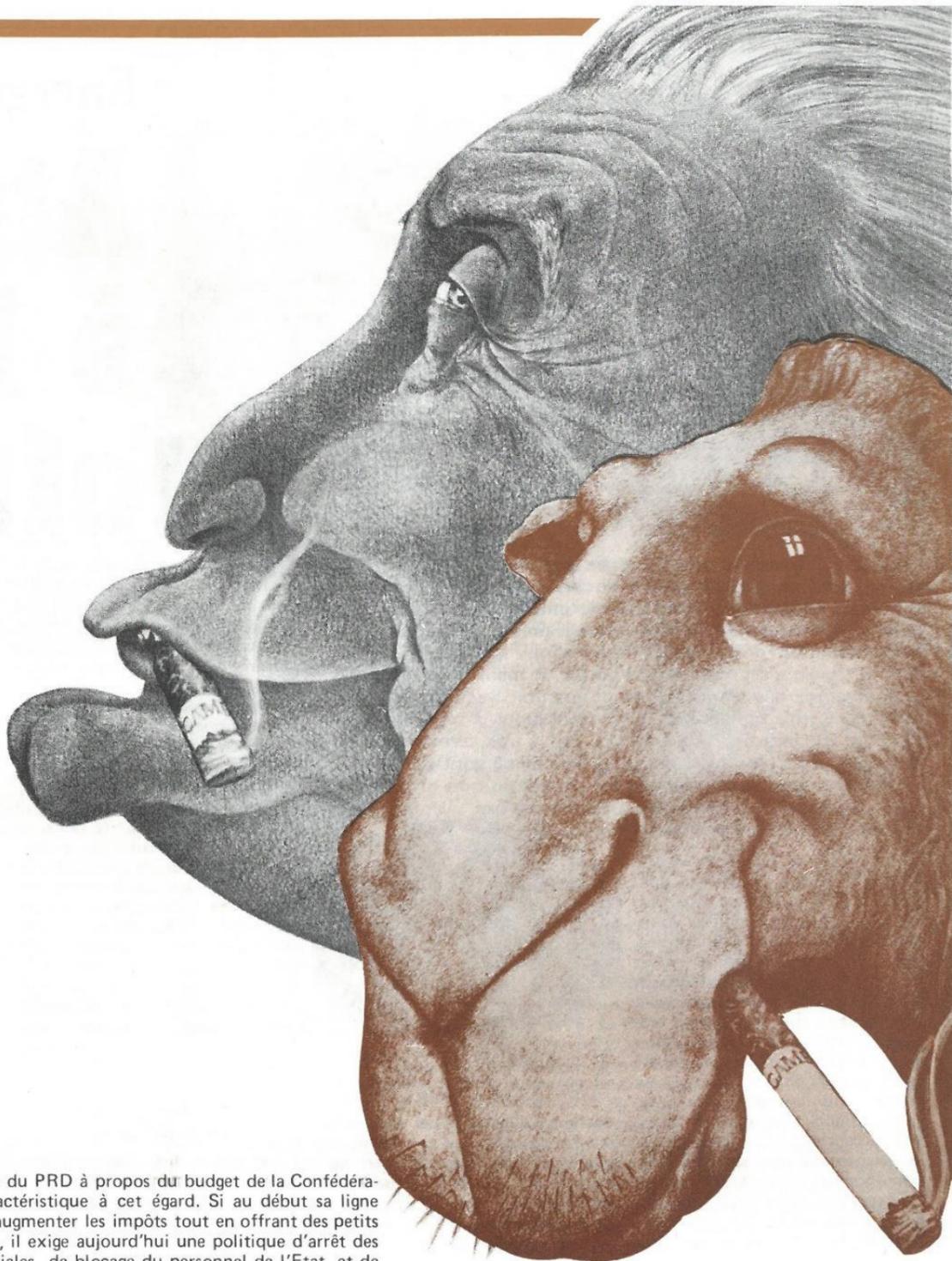
Le compromis bourgeois, qui naît à la fin des années 30 et se développe durant la période de prospérité économique de l'après-guerre, est basé sur une division du travail simple.

Les forces principales de la bourgeoisie, l'industrie d'exportation et partiellement les banques, ne développent qu'un intérêt restreint pour la politique intérieure. Leur situation est suffisamment assurée par la paix du travail. Cela donne au PRD assez d'espace pour intégrer, grâce à sa politique, sa clientèle traditionnelle. Les couches paysannes et artisanales du parti furent, avec les petits industriels, extraordinairement prises en considération dans les décisions politiques. Le PRD s'engagea à fond pour une politique de subventions fédérales aux cantons, où la répartition se faisait selon le rapport de forces local. C'est ainsi que, par exemple, dans les cantons de Thurgovie et de Vaud, où le parti dispose d'une forte base chez les paysans et les artisans, les radicaux développèrent une politique prenant particulièrement en compte les besoins de ces deux catégories.

Cette situation se modifia relativement rapidement et fondamentalement dans les années 70. Des options importantes pour la bourgeoisie devaient être prises, ce qui ne pouvait se faire à partir d'un simple pragmatisme. Le développement des assurances sociales, la politique énergétique, le développement des finances fédérales, l'attitude face au mouvement ouvrier et — last but not least — la conservation ou la liquidation des petites entreprises et de l'artisanat, dépendent aujourd'hui pour l'essentiel de décisions politiques. Les options passent cependant à travers tout l'éventail des partis bourgeois, de l'UDC au PRD, en passant par le PDC.

Et, à nouveau, le PRD prouve qu'il est le fer de lance de la bourgeoisie. A la fin des années 60 encore, il mettait l'accent sur la réalisation d'un compromis avec un PS prêt à l'intégration, ce qui permettait ensuite de tout miser sur l'industrie d'exportation, même au détriment de sa propre base.

Dans la crise, le PRD a accroché ses wagons à un autre train. Son souci principal est maintenant de donner une nouvelle direction à la politique bourgeoise, en partant des intérêts de la grande industrie, même si le compromis avec le PS doit en être menacé temporairement.



L'attitude du PRD à propos du budget de la Confédération est caractéristique à cet égard. Si au début sa ligne consistait à augmenter les impôts tout en offrant des petits sucres au PS, il exige aujourd'hui une politique d'arrêt des dépenses sociales, de blocage du personnel de l'Etat, et de frein à la pression fiscale pour les grosses entreprises et les hauts revenus. Ce qui lui a permis de reprendre en main la fronde bourgeoise des petits entrepreneurs et artisans. Par ailleurs, le PRD favorise clairement les forces décisives du capitalisme suisse. En matière d'assurance-accident, les sociétés privées d'assurances sont gâtées, alors que la politique monétaire et fiscale sert les banques et introduit lentement une restructuration du capitalisme suisse. C'est là le sens du slogan "plus de liberté, moins d'Etat".

Les points d'appui du PRD

Les partis bourgeois actuels ne sont pas de simples groupes de pression économiques. Ils ne sont pas l'expression directe de différentes fractions du capital. Les forces économiques et financières élisent aussi leur parti selon les canaux qu'il ouvre vers les centres de décision. Dans cette optique, au niveau fédéral comme dans la plupart des cantons, le PRD est justement le parti le plus attractif. Il siège, à l'exception d'Appenzell, dans tous les gouvernements cantonaux et a en outre un rôle dominant dans l'appareil d'Etat central.

De là toute l'importance de la politique du PRD. L'appareil d'Etat fut et reste le point d'appui principal du PRD. En 1938, sur 56 hauts fonctionnaires fédéraux qui appartenaient à un parti, 36 étaient radicaux (7 conservateurs, 8 UDC). Jusqu'en 1969, cela n'a pratiquement pas changé. Sur 48 hauts fonctionnaires organisés politiquement, 29 sont encore au PRD. Et c'est là que les décisions sont prises, à l'abri de l'opinion publique. De plus, l'administration fédérale a, par précaution, confié aux représentants directs de l'industrie d'exportation tous les postes administratifs concernant de près la politique économique extérieure (commission du commerce extérieur, etc.). Cette forte position dans l'appareil d'Etat aide le PRD à trouver, sur la scène politique, le point d'équilibre du camp bourgeois.

En outre, le PRD s'appuie encore et toujours sur la majorité de la grande industrie, dont les intérêts s'expriment plus dans les canaux internes que publics du parti, ainsi que sur une aile "arts et métiers", dirigée et représentée magistralement par Otto Fischer.

Ce qui est toutefois surprenant, c'est que ce parti, malgré toute sa politique d'attaque aux acquis sociaux, puisse encore s'appuyer sur une couche relativement forte d'employés, qui constitue sa base de masse, au sens propre. La propagande du parti, avec son égoïsme social, vise ouvertement cette couche. Dans son programme 79/83, quatre des

onze points lui sont spécialement consacrés, sous les titres significatifs de : "Bien-être par la paix du travail", "Lutte contre la pression fiscale", "Propriété pour tous", "Disposer plus de son propre salaire". Il ne s'agit pas simplement de trompe-l'oeil. Le PRD fait systématiquement appel à leur égoïsme social. La paix du travail est valorisée comme une garantie d'ascension sociale; les impôts frappant les classes supérieures de revenu sont des obstacles à la propriété privée; les retenues sociales sur les salaires sont des retenues que l'on ne revoit plus jamais — uniquement à cause des bas revenus des autres. Ces mêmes adversaires décidés de l'impôt recommandent pourtant dans leur programme de nouveaux impôts indirects, qui, comme chacun le sait, frappent beaucoup plus les bas salaires que les hauts revenus. C'est à cette couche supérieure que s'adressent aussi les appels au développement de la propriété privée. Le PRD n'a nullement l'intention de se préoccuper des modestes carnets d'épargne des salariés.

Mais il cherche à créer une couche particulière de petits propriétaires et de petits actionnaires liés fermement au capitalisme et qui deviennent un ferment permanent de division dans le mouvement ouvrier. Le fait que de cette manière une partie importante des employés courent toujours après le parti du grand capital sanctionne l'incapacité du mouvement ouvrier à aller lui-même au-delà d'une politique d'égoïsme social et à développer une politique de solidarité de classe.

Avec la paix du travail, le PS et la direction syndicale se sont liés les mains. Ils ne peuvent obtenir d'autres avantages qu'en acceptant d'autres divisions et non plus par la solidarité de classe. Quitte à ce que, pour s'élever soi-même un petit peu, il faille marcher un peu plus sur les immigrés, les femmes ou les jeunes. Une politique salariale solidaire ne saurait, dans tous les cas, se limiter à revendiquer des restrictions à l'accès au marché du travail pour les travailleurs immigrés.

Aujourd'hui encore, le mouvement ouvrier n'a pas résolu ce problème. Le PS croit trouver la solution en faisant appel au libéralisme des radicaux honnêtes. Les POCH et le PdT caractérisent, dans leurs programmes, le PRD de parti populaire et en conséquence, l'incluent dans leur front populaire. Cela non plus ne détournera pas les employés de l'égoïsme et du PRD. La seule possibilité consiste à leur montrer qu'une politique active de la solidarité apporte plus que toutes les allégeances au PRD et que dans ce combat le PRD est justement l'ennemi principal.

Kkst



Energie nucléaire

Attention à la contre-offensive !

La sensibilisation contre l'énergie nucléaire s'est développée, après Harrisburg, dans le monde entier et a confirmé l'équilibre actuel du rapport de forces entre le mouvement antinucléaire et les gouvernements et lobby pronucléaires en ce qui concerne la construction de nouvelles installations nucléaires. Mais la victoire finale n'est nullement à portée de main... En aucun cas la bourgeoisie n'a renoncé à son programme nucléaire; et elle a commencé, très rapidement après Harrisburg, à répondre avec la "crise du pétrole". Une "crise" qui a une certaine réalité, mais qui pour l'essentiel est artificiellement gonflée, afin de convaincre, sous la pression de l'augmentation du prix du pétrole, les masses salariées des locataires et des automobilistes de l'inévitabilité de l'énergie nucléaire.

Aux USA, on a tenté de lever le moratoire général des constructions décrété après Harrisburg, sans succès jusqu'à maintenant. En Autriche, à l'initiative des syndicats (eh, oui !), on parle, malgré le verdict de la votation populaire, d'essayer quand même de mettre en service Zwentendorf. La plus grande centrale italienne, celle de Caorso près de Piacenza, a été remise en activité après un arrêt de plusieurs mois. En Suède et au Danemark, les bourgeois pronucléaires ont dû, il est vrai, accepter, sous la pression du mouvement antinucléaire, des votations populaires; mais ils vont cependant tout faire pour les manipuler à leur profit. En Allemagne fédérale, les plus importants pro-



Les promoteurs de l'atome découvrent les autocollants : celui-là demande du charbon et de l'énergie nucléaire pour assurer l'approvisionnement en énergie...

ducteurs d'installations nucléaires se sont adressés — et ce n'est pas la première fois — dans un appel dramatique à l'opinion publique : si le moratoire de facto n'était pas levé rapidement, ils devraient abandonner leur secteur nucléaire et donc

les recherches importantes pour le maintien de la capacité concurrentielle internationale, entraînant ainsi la disparition de milliers d'emplois.

Toute cette contre-offensive est encadrée par une campagne publicitaire gigantesque en faveur de mesures d'économie de l'énergie et pour les énergies de rechange. Pas un seul gouvernement qui n'ait pas produit une quelconque déclaration à ce sujet, pas une conférence, pas un sommet où cette problématique n'ait été traitée avec solennité (au sommet de la Communauté Européenne avant les vacances et à celui de Tokio par exemple. Ce n'est pas simplement de la démagogie, le stade des premières réalisations est proche. Mais les investissements restent maigres. Et quoi qu'il en soit, le credo est toujours : l'énergie nucléaire reste malgré tout nécessaire, pour combler l'inévitable "trou énergétique" des années 80 et 90.

La contre-offensive, en Suisse aussi

Les faits les plus importants de ces derniers temps :

* Durant l'été, la Kernkraftwerk Kaiseraugst AG a déposé une demande pour une autorisation-cadre,

nécessaire après la votation du 20 mai, dans laquelle elle maintient que la preuve du besoin a déjà été fournie depuis longtemps. Les Forces motrices bernoises (FMB) vont bientôt faire de même pour Graben.

* Le 4 juillet, le Conseil fédéral a expliqué pourquoi il refusait l'effet suspensif aux plaintes contre la mise en service de Gösgen. Harrisburg ne débouche pas sur un jugement fondamentalement différent de l'énergie nucléaire. Celui qui accepte les 1 000 morts de la route par an, doit également accepter de vivre avec "le petit risque" des centrales nucléaires (en 1975, l'Office fédéral de l'énergie avait déclaré qu'une telle comparaison était inadmissible).

* La Nagra va présenter, jusqu'en 1985, un "projet détaillé de stockage" pour les déchets nucléaires. Des forages expérimentaux doivent être entrepris (les communes prévues pour ces forages seront d'abord tenues secrètes...).

* Les producteurs suisses d'électricité ont largement fait savoir, par leur ouvrage sur "l'alimentation de la Suisse en électricité de 1979 à 1990" que, sans Kaiseraugst, Graben et plus tard même Verbois, rien ne sera possible, en utilisant ouvertement le rapport de la CGE comme preuve du besoin (même les Forces industrielles bâloises ont collaboré à cette publication, malgré la loi antinucléaire bâloise !).

* Enfin, le service pour la sécurité des installations nucléaires a "rempli" la mission de contrôle qui lui avait été confiée, après Harrisburg, pour calmer les esprits. Les examens ont naturellement démontré que les centrales nucléaires suisses étaient sûres et qu'un accident du type Harrisburg était pratiquement exclu... (communiqué du 13. 9. 79).

Rester dans la course !

Tout ne va évidemment pas aller sur des roulettes. Que Kaiseraugst soit politiquement à peine constructible est un secret de polichinelle; l'autorisation-cadre n'a été demandée qu'afin de pouvoir justifier de-

artificiellement. Il semblerait même que les comités et les Bürgerinitiative auront de la peine à faire payer leur attitude aux partis pronucléaires durant la campagne électorale.

Ce temps mort du mouvement fait naturellement apparaître la propagande de l'adversaire pour plus efficace, comme si elle pouvait, du jour au lendemain, modifier le rapport de forces. Ce n'est pas le cas. Mais il est clair que l'adversaire peut utiliser ce temps mort, que son appareil s'engage à fond pour détériorer les conditions — aujourd'hui encore favorables — permettant d'empêcher la mise en route de cinq centrales prévues (Kaiseraugst, Graben, Verbois, Rüthi, Inwil). En termes sportifs : la contre-offensive lui permet de marquer des points, sans atteindre le K.O.



... celui-ci proclame "voie libre à l'énergie nucléaire".

La situation est donc difficile, mais pas sans espoir. Un prochain essor du mouvement viendra certainement. Nous savons par expérience qu'il est décisif de rester dans la course, de faire des travaux de préparation, de mener une politisation en profondeur. Il s'agit maintenant :

* de construire (en collaboration étroite avec la coordination nationale) une coordination régionale autour de Graben, qui commence systématiquement à organiser une résistance contre le début des travaux et qui réagisse contre toute initiative des FMB.

* d'empêcher tous forages expérimentaux pour des dépôts de déchets nucléaires, la position étant de ne pas répondre d'une solution tant que des déchets sont produits.

Nous disons ouvertement que, momentanément, la résistance contre Gösgen et Leibstadt sera difficile. Mais nous conservons ces deux objectifs. Le prochain essor du mouvement peut créer des conditions dans lesquelles ces deux objectifs pourront être repris. Enfin nous mettons dans cette période un poids très grand pour mettre sur pied dans l'unité la plus large possible, la nouvelle initiative nationale antinucléaire. Elle sera, au début des années 80, l'instrument politique majeur qui permettra, en combinaison avec des actions directes, de combattre la politique pronucléaire de la bourgeoisie. La partie progressiste du mouvement ne doit donc pas la laisser, comme la dernière, aux mains des modérés. Cela nécessite cependant des efforts, qui finiront par payer.

A.F., 14. 9. 1979

La gauche en campagne

"Tout n'est que contentieux entre eux et nous" — voilà ce qu'affirme J. Vincent à propos de la LMR dans la Tribune de Genève. Mais à la TV, la candidate du PdT A.C. Menétrey rappelle les multiples actions unitaires de son parti avec la LMR (contre la PFS, pour l'assurance maternité par exemple) ! Et la section de Bâle du PdT a même été jusqu'à l'appareillement des listes avec POCH/LMR. Elle n'a pas dû comprendre le calcul d'A. Magnin, secrétaire du PdT, qui, à la TV, justifiait le refus d'appareillement avec la LMR en disant que son parti y perdrait des voix...

Les contentieux ne sont-ils pas plutôt à régler au sein du PdT ?

Le GTS (Groupe Trotskyste de Suisse) se veut orthodoxe : puisque la majorité des travailleurs fait confiance au Parti Socialiste, il appelle à voter pour le PSS, en exigeant qu'il prenne seul le gouvernement, sans ministres bourgeois. Dans l'état actuel du mouvement ouvrier, profondément dépolitisé, c'est tout simplement donner des voix au PSS contre l'alternative que la LMR s'efforce d'avancer à des décennies de collaboration de classe ! Bravo à ces trotskystes !

A la fête du Parti Socialiste genevois, Edgar Pisani, ancien ministre de De Gaulle rallié au "socialisme", a parlé de "l'énergie et l'emploi". Et parlé comme un ministre bourgeois ! Il promettait par exemple des réductions flexibles du temps de travail (hebdo-

madaire, vacances, retraite anticipée, etc...) pour maintenir le plein emploi. Mais à condition de ne pas mettre en danger la "productivité des entreprises" ! Autant prêcher directement l'austérité et la réduction du temps de travail pour après-demain. Car si le mouvement ouvrier est assez fort pour imposer des réductions flexibles du temps de travail, il se confrontera alors à la logique du profit. Et Pisani a ouvertement dit que celle-ci devrait alors passer avant : "les nationalisations ne sont pas une solution", affirmait-il, "l'économie de marché est indispensable", etc...

Drôle de kermesse que celle du Parti du Travail genevois. Image des contradictions qui le traversent. Au meeting central, Jean Vincent a repris pour la énième fois un éloge sans tache de la force de l'URSS, patrie du socialisme. Mais au débat femmes du lendemain, la discussion était beaucoup plus intéressante, entre militantes du mouvement femmes, du PS, du PdT, du PCF, de la LMR. Une militante du PCF y critiquait sans ambages le "pacifisme béat" du PdT et des "Femmes pour la paix". Une discussion encore timide s'amorçait sur les commissions féminines syndicales, les problèmes que cela pose, le bilan du féminisme. Le tout cependant entrecoupé d'interventions préparées sur de toutes autres questions (y compris une surprenante critique des féministes par la conseillère

administrative du PdT J. Willener) qui entraient un débat plus approfondi. Premier essai d'un débat qui montre toutefois que, dans le mouvement femmes, les positions traditionnelles du PdT sur la collaboration avec le PDC, le pacifisme, etc... commencent à poser plus d'une question.

Le comité central de l'Organisation communiste de Suisse (Drapeau Rouge) "a exclu la possibilité de soutenir les listes LMR du fait du caractère propagandiste de ces candidatures et parce qu'il nous est impossible de soutenir d'autres candidatures propagandistes que les nôtres".

On relèvera le "poids" des arguments avancés pour ne pas voter LMR. L'OCS appelle à voter "pour des candidats de gauche qui défendent les droits démocratiques, qui représentent les intérêts économiques et sociaux des travailleurs, qui sont pour l'indépendance nationale". A l'évidence, mais l'OCS ne le dit pas, c'est ce dernier critère qui ne peut s'appliquer à la LMR. Nos maoïstes voteront donc probablement pour des "personnalités progressistes" de la gauche du PSS ? Il n'en fallait pas moins pour démontrer comment procéder en Suisse à une bonne application de la ligne "antihégémoniste", comme pourront l'expliquer à Pékin les membres de la délégation de l'OCS, enfin invités officiellement par le Parti communiste chinois... !



vant l'opinion une indemnisation la plus haute possible. Les délais doivent également être considérés : cette demande ne sera pas traitée entièrement avant fin 1980, pour Graben cela va durer encore plus longtemps. C'est aussi la raison pour laquelle le mouvement se trouve dans le creux de la vague : il n'y a pas de grande perspective immédiate qui pourrait déclencher une dynamique de mobilisation. Et cela n'a pas de sens d'en inventer une

Le Parti radical, l'AVS et les sociologues

1er temps : le Parti radical bernois confie à l'Institut de sociologie de l'Université de Berne une étude sur la situation des rentiers dans la commune de Steffisburg, qui généralement jouissent d'une situation cossue.

2ème temps : les résultats de l'étude sont publiés juste avant le débat parlementaire sur la 9ème révision de l'AVS (tiens, tiens...). Les méthodes d'enquêtes, la non-représentativité de l'échantillonnage, les conclusions boiteuses de l'étude sont évidentes et largement critiquées.

3ème temps : le Parti radical (encore lui !) demande qu'une enquête nationale représentative soit faite. Elle sera confiée... à l'Institut de sociologie de l'Université de Berne qui disposera de plusieurs centaines de milliers de francs de crédit de recherche.

4ème temps : juste avant les élections nationales, l'Institut publie en toute hâte ses résultats. Ils ne sont pas tellement plus scientifiques que les premiers, en revanche ils servent tout aussi bien la politique de démantement social des radicaux.

Et qui dirige cet Institut de sociologie? W. Ruegg, philologue de formation, dont la seule activité sociologique connue consista, lorsqu'il était recteur de l'Université de Francfort, à appeler les flics contre le mouvement étudiant. Ce monsieur, dont la nomination avait provoqué une grève des étudiants bernois, est membre du Fonds national de la recherche scientifique qui, sous l'auguste direction du libéral genevois Reverdin, prête une oreille attentive aux exigences de l'industrie et de la bourgeoisie.

Et de quel parti W. Ruegg est-il membre? Du Parti radical, bien sûr!

Les eaux troubles de "Lémania"

C'est sous cette charmante dénomination que se déroulera sur tout le territoire vaudois un exercice de défense générale qui verra l'engagement d'un régiment de protection aérienne, de la protection civile, d'une délégation du Conseil d'Etat, des préfets, etc. La situation dans laquelle ces troupes et ces moyens sont engagés est décrite comme suit : "à la suite de la crise qui s'est installée sur toute l'Europe, la tension est montée au cours de l'été entre deux blocs basés au nord-ouest et au nord-est de la Suisse. Dans notre pays, le climat s'est également dégradé : chômage, grèves et sabotages. (...) A Renens et à Yverdon, les heurts entre grévistes et gendarmes feront une centaine de blessés".

Il est bien évident que seuls des agents de la subversion internationale à la solde de puissances étrangères peuvent voir comme une curieuse coïncidence entre ce genre d'exercice, l'introduction de la garde avec munition de guerre à l'armée et la disparition des derniers droits démocratiques des soldats.

Démocratie, vous avez dit démocratie?

Dans un de nos derniers numéros, nous avons écrit, à propos de notre souscription de fr. 25 000.- pour les élections nationales, que les partis bourgeois ne feraient pas campagne plus d'un jour avec une telle somme. Erreur : ils ne font pas plus d'une heure de campagne avec cet argent. C'est ce qu'indique dans son édition d'octobre le mensuel économique bourgeois "Bilanz", sur la base des indications fournies par les partis nationaux et cantonaux. Ainsi le PDC et le PRD dépensent 4 millions chacun, les Indépendants 3 millions et l'UDC 2 millions. Pour sa part (et celle des syndicats peut-être?), le PS dispose de 2 millions. Selon les agences de publicité qui réalisent ce genre de campagne électorale, "en-dessous d'un million il n'est pas possible de faire une campagne nationale". A cela s'ajoutent les budgets personnels (entre 8 000 et 100 000. fr.) des candidats, dont certains s'adressent également à des agences de publicité, comme le démocrate-chrétien grison G. Condrau (élu il y a 4 ans malgré une onzième place sur la liste électorale de son parti).

Dieu y reconnaîtra les siens!

Contrairement à ce que certaines mauvaises langues insinuent, aucune alliance électorale secrète n'a été conclue entre la LMR et le PDC. Seul un hasard facétieux (ou un lapsus freudien) fait que sur les affiches cantonales du PDC dans le canton de Vaud figure un appel à voter la liste no 8, soit celle de la LMR! On ne s'étonnera donc pas trop de l'absence des candidats PDC dans la campagne : ils passent leurs soirées à corriger à la main leur affiche!



Interfoto

Armée Des soldats résistent

La "vie de château" à Colombier

Quand la presse parle de l'armée, c'est généralement pour rapporter des exercices spectaculaires ou des journées des parents, en s'étendant longuement sur le "merveilleux" matériel militaire ou l'enthousiasme de la troupe et de la population. De la vie quotidienne à l'armée, on parle beaucoup moins, car cela soulèverait trop de problèmes...

En effet, les comités de soldats ne sont pas morts, malgré les difficultés qu'ils ont rencontrées; preuve en est leur présence dans différents cours de répétition et dans plusieurs écoles de recrues. A Colombier, dans l'ER d'infanterie, il y a, depuis l'apparition des comités de soldats au début des années 70, une tradition de lutte et d'organisation des soldats qui a été maintenue vivace par le comité de soldats de Neuchâtel. Cette tradition veut que les recrues s'organisent directement dans la caserne, rédigent et diffusent eux-mêmes (discrètement...) des journaux, signent des pétitions. Le rapport de forces a permis jusqu'à maintenant d'imposer la présence du comité de caserne dans l'armée, pour affirmer ouvertement une opposition à l'armée bourgeoise et assurer la défense des droits élémentaires des soldats.

Cet été, le comité de caserne est de nouveau fortement organisé et présent dans les 4 compagnies (600 recrues). Entre autres actions, il a distribué un tract et un journal de caserne rédigés par les

recrues et fait circuler une pétition qui a recueilli 300 signatures (voir la brèche no 216).

A l'approche de la journée des parents, les officiers ont eu peur que leur beau spectacle soit quelque peu perturbé; deux jours avant la journée, ils ont monté une opération grand style : visite du juge d'instruction le matin, puis blocage complet de la caserne de Colombier et verrouillage de toutes les portes. Pendant que l'ensemble des recrues attendaient dans les couloirs, les officiers s'enfermèrent dans les chambres, les unes après les autres, avec les recrues concernées. La fouille a été complète : affaires personnelles, courrier, cassettes, tube dentifrice (!)... Les affaires des membres du comité de caserne ont été particulièrement visées.

Résultat, en fin de journée : deux recrues en prison préventive, menaces de visite du juge d'instruction et de procès militaires pour plusieurs autres.

Cela n'a pas empêché le comité de caserne d'organiser une conférence de presse à la fin de la journée des parents pour présenter ses activités et ses revendications; 11 recrues étaient là, et elles ont pu largement expliquer leur point de vue devant les journalistes présents (à noter que les journalistes avaient été invités de manière sélective pour éviter la répression et la dénonciation).

La presse, la radio et la télé ont rendu compte de cette conférence de presse, ce qui a évidemment rendu fous de rage les officiers, car l'effet attendu de la journée des parents a été complètement raté. La population a surtout retenu que les recrues n'étaient pas satisfaites et s'organisaient pour le dire. Certains officiers se sont même laissés aller à faire des menaces personnelles du style "si vous n'arrêtez pas immédiatement votre bordel, je vous fais la peau". Depuis lors, un deuxième journal est paru, dans les conditions difficiles de la dislocation (les 4 compagnies sont dispersées en quatre endroits différents, en pleine campagne); il a eu un très grand écho parmi les recrues, renforcé par les tentatives des officiers de s'emparer des exemplaires qu'ils découvriraient.

La hiérarchie se rend compte qu'elle n'éliminera pas facilement les comités de soldats de l'armée. Le nouveau règlement de service, qui doit entrer en vigueur l'année prochaine, doit lui permettre de renforcer la répression, puisqu'il interdit l'activité politique et la signature de pétitions à l'armée. C'est la tâche de tout le mouvement ouvrier, de soutenir la constitution d'une large organisation des soldats, pour imposer le respect des droits démocratiques à l'armée.

correspondant Neuchâtel

Pas de munition de guerre à la garde

Le nouveau règlement de service entrera en vigueur le 1er janvier 1980 (voir la Brèche no 212). Dans toute l'armée, la garde sera alors obligatoirement munie de munition de guerre. Actuellement, cette garde déjà est introduite dans de nombreux cours de répétition et dans certaines écoles de recrues. Ainsi dans le cours de répétition (CR) du bataillon 23 des troupes de protection aérienne. Mais cela ne s'est pas tout à fait passé comme le désiraient le DMF et les officiers.

Cinq soldats de la compagnie d'Etat-major ont refusé le 19 septembre de monter la garde avec des munitions de guerre. Ils expliquent leur action dans un tract du comité de CR de cette troupe, qui fut distribué par le Comité de soldats quelques jours plus tard :

"- La garde avec munition de guerre est dangereuse : la plus grande partie des cantonnements de ce CR se trouve dans des bâtiments scolaires.

- La munition de guerre n'est pas nécessaire : l'utilisation de la munition de guerre est le plus souvent justifiée par des vols dans les cantonnements. Le dernier vol dans la compagnie (quelques sacs de couchage) remonte pourtant à quelques années. En outre, Gnägi, lors de la conférence de presse, a lui-même dit qu'il s'agissait moins de vol et de "terrorisme" que de rigueur dans la discipline de la troupe!

- La munition de guerre, un durcissement parmi tant d'autres! Dans l'ensemble de la marche du service, le durcissement est sensible : plus d'exercice de nuit, plus de garde à poser, plus "d'instruction du soldat", moins de liberté. Dès 1980, avec l'introduction du nouveau RS : nouvelle position de garde-à-vous, munition de guerre pour la garde dans toute l'armée, suppression des derniers droits démocratiques pour les soldats. Ce deve-

loppement n'a rien de basardeux. Visible-ment la hiérarchie militaire et le gouvernement pensent que le moment est favorable (récession, peur de perdre son emploi, développement général de l'appareil de répression, à travers le KIS, les interdictions professionnelles, etc.) pour plus encore transformer les soldats en machines à obéir. Le soldat doit s'habituer à manipuler des munitions de guerre. La présence de soldats armés avec munition de guerre doit devenir une habitude pour la population. Cela signifie une mise en valeur de l'armée en tant que facteur d'ordre à l'intérieur du pays et facilite son engagement contre des mouvements d'opposition."

En réponse à cette protestation, le DMF envoya un juge d'information. Les cinq

soldats furent condamnés à 5, 6, 9 (deux fois) et 14 (!) jours d'arrêts fermes.

Pour protester contre la répression et contre les nouvelles prescriptions de garde, le comité de soldats mit sur pied un piquet devant la caserne de Zurich, qui, le même jour, rassembla 100 personnes environ.

Les cinq soldats ont fait un premier pas dans la lutte contre le nouveau RS et particulièrement contre la garde avec munition de guerre. Il s'agit maintenant de soutenir par une large campagne dans l'opinion publique cette action dans l'armée (peut-être que d'autres suivront...). La LMR s'engage en tous les cas à la poursuivre et tentera d'y gagner les autres organisations ouvrières.

PP



Drill, abrutissement, discipline accrue, garde avec munition de guerre, disparition des derniers droits démocratiques des soldats, ce sont là des signes évidents : la bourgeoisie veut reprendre en main son armée, la contrôler de manière absolue. Pour que demain, comme un seul homme, elle marche contre le mouvement ouvrier et les mouvements d'opposition. Nous ferons tout pour que ce projet échoue.



Nicaragua: vers de nouveaux affrontements

Deux mois après le renversement révolutionnaire de la dictature de Somoza, *Barricada* (du 23. 9. 79), le quotidien du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) publiait en page trois une déclaration intitulée : "Que sont les CDS ? - les yeux et les oreilles de la révolution".

Les Comités de défense sandinistes (CDS) sont le prolongement des Comités de défense civile (CDC), qui apparurent depuis septembre 1978. Durant la lutte contre Somoza, ils remplirent d'abord des tâches de défense de la population civile contre la politique de génocide de la tyrannie. Puis, au cours de l'insurrection populaire, ces comités ont acquis des fonctions toujours plus nombreuses : distribution des vivres, organisation sur le plan administratif, sanitaire, etc., des villes libérées ou des quartiers libérés par le peuple en lutte.

Ce mouvement d'organisation des masses constitue un des traits distinctifs de la montée révolutionnaire au Nicaragua. La direction du FSLN stimule aujourd'hui le renforcement des CDS, ce qui correspond à la place de plus en plus grande que prend le mot d'ordre "obreros y campesinos... al poder" (ouvriers et paysans au pouvoir) lors des assemblées syndicales, des manifestations ou sur les journaux muraux des CDS.

"Ce sont eux qui commandent"

L'appel du FSLN définit ainsi les CDS : "C'est une organisation ample et démocratique du peuple nicaraguayen qui se constitue pour défendre et consolider la révolution; grâce à elle, les masses populaires les plus larges peuvent conduire les changements révolutionnaires, chercher une solution à leurs problèmes, défendre leurs intérêts et se préparer pour participer directement à l'exercice du pouvoir populaire... La lutte insurrectionnelle fut un triomphe contre un ennemi ouvert. Aujourd'hui, la lutte se conduit contre des ennemis internes, rusés qui avec des combines... prétendent arracher la victoire au peuple; mais c'est aussi la lutte contre l'ennemi de tous les peuples, l'impérialisme. La lutte aujourd'hui doit se développer pour que le peuple organisé puisse résoudre les graves problèmes économiques et sociaux que nous a légués la pourriture du régime abattu. La lutte aujourd'hui doit prendre une direction qui permette aux masses de chaque fois mieux s'organiser pour concrétiser leurs aspirations, se défendre contre leurs ennemis et consolider la révolution."

Quatre tâches importantes sont assignées aux CDS : défendre la révolution en assurant la capacité de mobilisation des masses; lutter contre les sabotages, les attentats organisés par les somozistes, etc.; participer à la recherche de solutions aux problèmes sociaux et économiques les plus urgents (sanitaires, distribution d'aliments, mesures de salubrité dans les quartiers, orga-

nisation du travail volontaire, etc.); "consolider les organisations des masses... pour atteindre les buts de la révolution, pour aller vers la formation du pouvoir populaire".

Les CDS sont organisés sur la base de quelques pâtés de maisons. Les CDS d'un quartier forment une coordination - avec des membres élus démocratiquement - et constituent un Comité sandiniste de quartier (Comité Sandinista de Barrio - CSB). Dans les agglomérations d'une certaine importance, une coordination est instituée entre les CSB, c'est le Conseil de zone. Enfin, la coordination des Conseils de zone doit donner naissance à un Conseil municipal. Actuellement, Managua est divisée en quatre zones, à la tête desquelles se trouve un Conseil de zone.

Les couches populaires ont sans cesse recours aux CDS pour chercher à résoudre leurs problèmes immédiats d'emploi, de nourriture ou de logement. Ce sont "eux qui commandent" disent les gens. Ce qui reflète le pouvoir dont ces organes disposent.

Certes, pour l'instant, ces organes de pouvoir des masses laborieuses, quelle que soit leur importance, voient leurs prérogatives limitées à une circonscription municipale. Les choix et les décisions sur les grandes questions économiques, sociales ou politiques - qui détermineront largement l'avenir de la révolution en marche - échappent donc à ces structures. Leur coordination et centralisation à l'échelle nationale représenterait une assurance très grande pour l'avance de la révolution.

Les syndicats, les milices, l'armée

Le mouvement syndical s'est fortement développé durant ce dernier mois. De très nombreux syndicats se sont formés et adhèrent à la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) qui veut la fusion avec les autres centrales. Dans les campagnes, les paysans sont organisés dans l'Association des travailleurs des champs (ATC). Les travailleurs agricoles, employés dans des grandes fermes privées, forment des Comités syndicaux. Dans les fermes d'Etat, ce

sont des Comités de fermes d'Etat qui organisent la gestion de la propriété, en rapport avec l'INRA (Institut de la réforme agraire).

Le FSLN s'est engagé dans une campagne d'organisation de la jeunesse - qui a joué un rôle prédominant dans la lutte contre la dictature - au sein du Mouvement de la jeunesse sandiniste. En outre, il met en place les éléments nécessaires à la construction d'un "parti d'avant-garde sandiniste".

Face au danger réel d'une agression impérialiste, directe ou indirecte, la direction du FSLN a concentré ses efforts pour créer l'Armée populaire sandiniste (APS), qui a intégré les "troupes régulières" de la guérilla et une partie des milices populaires formées au cours de l'insurrection. L'APS est commandée directement par la direction du FSLN.

Les Milices populaires ont été réorganisées. Elles sont moins nombreuses, non seulement parce qu'elles ont fourni une partie des troupes de l'APS, mais aussi parce que le FSLN voulait éviter qu'elles deviennent le centre de regroupement de "jeunes sans occupation".

Les milices sont, en effet, entretenues par la population des quartiers. En revanche, plusieurs dirigeants du FSLN ont pris ouvertement la défense des milices contre des attaques lancées par le quotidien bourgeois *La Prensa*. Et, Tomas Borge, le ministre de l'intérieur, a répété que les masses laborieuses allaient recevoir un entraînement militaire.

La bourgeoisie fourbit ses armes

La bourgeoisie, face à ce renforcement de l'organisation des masses populaires, fourbit ses armes.

Elle dispose d'un pouvoir économique important, au sein d'un Etat bourgeois qui protège légalement encore la propriété privée. Organisée dans des associations patronales, dans la Chambre de commerce et de l'Industrie, elle tente de recevoir une aide directe des banques et des gouvernements impérialistes ou de diverses institutions financières internationales.

Les capitalistes cherchent de cette façon à retrouver de la vigueur et à négocier leur participation à la "reconstruction" en obtenant que la propriété privée soit maintenue et que le secteur étatique permette, à moyen terme, de soutenir le secteur privé.

Dans cette bataille, la bourgeoisie est soutenue par les associations patronales de l'Amérique centrale (réunies dernièrement), par les bourgeoisies d'Amérique latine et par l'impérialisme. Elle tente aussi de tisser des liens avec la petite-bourgeoisie, entre autres les petits paysans relativement aisés et moyens paysans. Certains projets d'aide impérialistes visent aussi à renforcer ce secteur social.

La bourgeoisie dispose de l'organe de presse le plus important du Nicaragua, *La Prensa*, et du soutien de la hiérarchie catholique. Elle a lancé un parti politique, le Parti social-démocrate, qui a reçu l'appui de la social-démocratie allemande (accompagné de quelques deutsche mark !). Le noyau du PSD est constitué par les anciens du Parti conservateur démocratique (parti bourgeois d'opposition sous Somoza). Ce parti tenta de s'arroger le qualificatif de sandiniste lors de sa création (Parti socialiste sandiniste). Mais la contre-offensive vigoureuse du FSLN, dénonçant cette manœuvre bourgeoise, l'obligea à reculer.

Les bourgeois ont des postes importants dans le gouvernement de coalition. *The Economist*, l'hebdomadaire du capital britannique, dit justement : "Les portefeuilles économiques sont pour la plupart détenus par des industriels modérés et des banquiers". (25. 9. 79). A la tête de la banque centrale se trouve Arturo Cruz dont les liens avec les grands instituts financiers impérialistes ne sont un secret pour personne.

Certes, actuellement, les décisions stratégiques de ce gouvernement sont suspendues à celles de la direction du FSLN. La bourgeoisie, ayant perdu tout contrôle sur l'armée, se trouve dans une situation de faiblesse très grande pour organiser une contre-offensive. Les rapports de forces sociaux issus de l'insurrection populaire comme le de-

gré d'auto-organisation des masses la mettent le dos au mur. Ce qui traduit la situation particulière de dualité de pouvoir existant au Nicaragua.

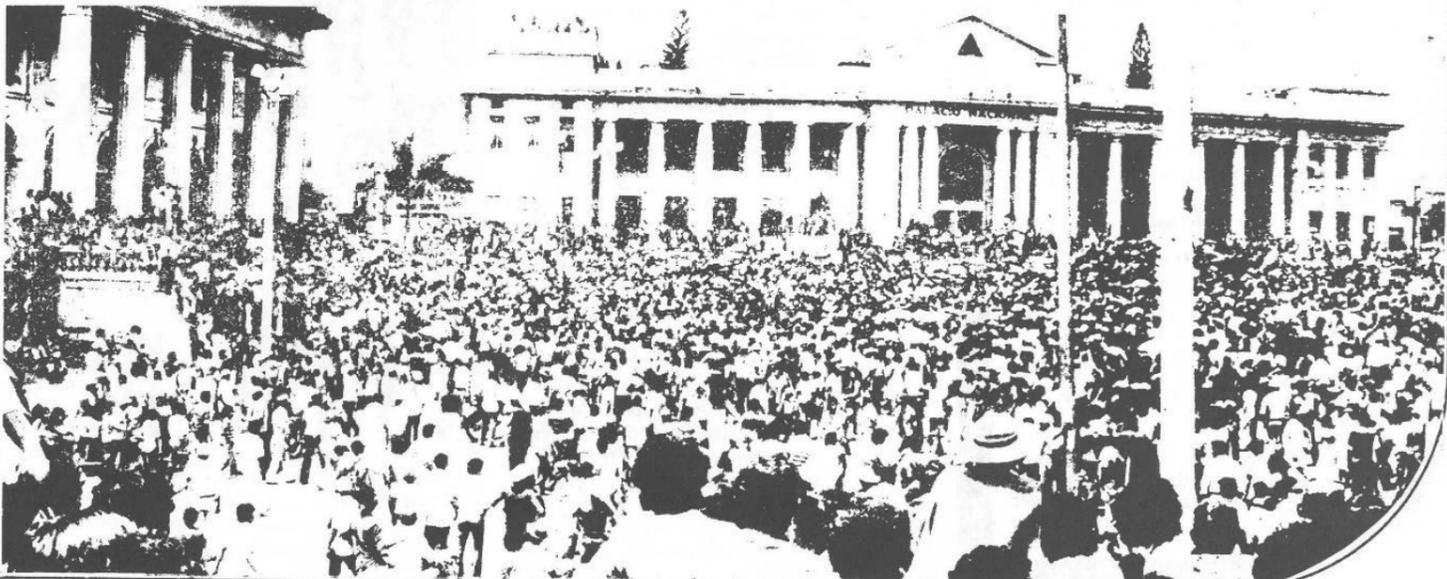
Elle ne peut donc se permettre des mouvements brusques. Elle doit prendre appui sur son pouvoir économique, sur les soutiens dont elle dispose internationalement, et sur sa présence dans le gouvernement pour chercher à freiner les mesures radicales et pour recomposer ses forces dans ce laps de temps. Elle attend que la crise sociale et économique ait des effets sur une partie des masses et érode le prestige du FSLN, qui, lui, doit utiliser le moment actuel pour accroître la politisation des masses.

Dans un contexte de crise accentuée, la bourgeoisie pense pouvoir élargir sa base sociale et mener une contre-attaque allant dans le sens d'une réduction du rôle des organes de pouvoir populaire et de la mise en place d'institutions parlementaires bourgeoises.

La crise économique et sociale, la réticence des capitalistes à investir sans disposer de garanties (pour leurs profits), les sabotages et la spéculation, les revendications urgentes et non-satisfaites des masses ne peuvent que stimuler les mobilisations anti-capitalistes. C'est d'ailleurs ce qui se produit : de nombreux conflits éclatent dans les entreprises et les fermes privées.

Tout pas en avant de la révolution ne peut que conduire à un affrontement entre la bourgeoisie, ses alliés et les masses laborieuses qui se battent sous la direction du FSLN. Tout pas en avant de la révolution passera obligatoirement par une rupture, au sein du gouvernement de coalition, entre les forces sociales contradictoires qui le composent. Tout pas en avant de la révolution mettra aussi à l'ordre du jour, avec encore plus de force, le danger d'une intervention impérialiste, contre laquelle tout le mouvement ouvrier des pays impérialistes et de l'Amérique Latine doit dès maintenant se mobiliser.

4. 10. 1979,
C.A. Udry





Strauss candidat en RFA

Une polarisation de classe s'annonce

Strauss, demain l'homme fort à Bonn ? Cette idée effraie. Derrière son visage grassouillet, beaucoup imaginent déjà la tête dure et la petite moustache d'Adolf. Mais identifier Strauss au fascisme revient à banaliser ce dernier. Car ce que Strauss représente, c'est tout simplement une politique patronale sans concessions pour les années à venir de récession et de crise énergétique. Ses scandales, son arrogance sans scrupules ouvrent les yeux de bien des travailleurs : ils comprennent que ce langage annonce des offensives ouvertes contre leurs intérêts. Il faut s'attendre dès lors à ce que les élections en RFA, prévues pour 1980, se déroulent sous le signe d'une polarisation de classe accrue, qui ouvre des possibilités nouvelles à la gauche révolutionnaire dans ce pays. La contribution de nos camarades du GIM (section de la IVe Internationale) que nous reproduisons ici montre comment les révolutionnaires se préparent à cette échéance.

Une confrontation de classe et non un combat de coqs

Pour comprendre la candidature de Strauss, son importance, il faut saisir le profil des partis politiques en présence en termes de classe. Ce n'est pas un combat de coqs entre Schmidt et Strauss qui marquera les élections de 1980, mais une confrontation de classes. La CDU/CSU, le FDP (libéraux) sont les partis traditionnels du patronat, liés structurellement et personnellement à la classe bourgeoise. Le SPD (parti socialiste) est lui le parti traditionnel de la classe ouvrière (ouest) allemande. Il reçoit, surtout lors d'élections, l'appui de la grande majorité des travailleurs, en particulier de l'avant-garde ouvrière. Il est structurellement et personnellement étroitement lié à la centrale syndicale DGB. L'accentuation des confrontations de classes au cours des 12 dernières années s'est aussi, par conséquent, traduite par un soutien (électoral) accru au SPD dans la classe ouvrière (résultats les plus élevés dans les centres industriels de la Rhur).

Cette constatation ne diminue en rien notre critique à la politique bourgeoise menée par la direction du PSD — au contraire : parce que

la classe ouvrière, et spécialement son avant-garde, considère le SPD comme "son parti", elle formule aussi ses revendications et ses critiques envers lui. En retour, le SPD est très sensible à ce qui se développe dans la classe ouvrière (voir par exemple ses déclarations de soutien aux grèves de la métallurgie et de la sidérurgie l'an dernier).

Au cours des 10 dernières années, cette polarisation de classe, qui sous-tend les formations politiques en RFA, a été partiellement camouflée. La raison principale doit en être cherchée dans la crise qui a traversé le grand parti de la bourgeoisie, la CDU/CSU : après l'ère d'Adenauer, il n'a pas su avancer une perspective crédible pour répondre aux exigences nouvelles de la bourgeoisie. La comédie des chanceliers successifs après Adenauer (Erhardt, Kiesinger, et des candidats Barzel et Kohl) en a été l'expression. La candidature de Strauss modifie cette situation : la CDU/CSU a repris pied et avance une alternative bourgeoise claire. La polarisation de classe latente qui avait marqué toutes les élections ces dernières années s'accroît ainsi, avec la candidature de Strauss, y compris contre sa personne.

Une patron de choc pour la crise à venir

La candidature de Strauss traduit la volonté des cercles déterminants de la bourgeoisie allemande d'opter pour une politique ferme (ce que les commentaires des officines bourgeoises confirment). Il ne s'agit donc pas d'une candidature d'ambition personnelle ou de survie pour la CDU/CSU. Les raisons du choix de la bourgeoisie allemande peuvent se résumer à trois traits essentiels, même si on ne peut dire qu'il s'agisse là d'une "volonté



unie" de toute la classe bourgeoise : * **premièrement, l'attente d'une nouvelle crise économique.** Depuis le début de l'année, la conscience qu'une nouvelle crise arrive s'exprime dans la bourgeoisie — son institution-clé, la Bundesbank, mène même une politique (crédit et monnaie) qui y conduit en ligne directe. Pour le patronat, un gouvernement de la CDU/CSU, avec Strauss en outre, apparaît comme plus efficace pour bloquer les revendications syndicales, voire prendre l'offensive

d'une nouvelle politique reportant les frais de la crise sur le dos des travailleurs.

* **deuxièmement, la "crise énergétique" accrue** et particulièrement la volonté des milieux capitalistes les plus importants de réaliser le **programme atomique.** Sur ce point — que Strauss a mis au cœur de sa politique intérieure et ce n'est pas un hasard — Schmidt est certes considéré comme le "chancelier atomique" et, pour cela, reçoit les félicitations de la bourgeoisie, Strauss y compris. Mais celui-ci et la classe

"Bild" : "sous Strauss, le nombre des naissances va remonter..." et le renforcement du paragraphe 218 contre le droit à l'avortement; 3. vannes ouvertes à une campagne raciste et chauvine contre les travailleurs étrangers en cas de chômage accru; 4. menace concrète d'interdiction de la gauche radicale, en particulier dans le cas de nouvelles actions "terroristes" (qu'une candidature Strauss et plus encore son élection renforceront).

Mais Strauss reportera le plus longtemps possible une confrontation directe avec les secteurs décisifs du mouvement ouvrier — avant tout l'IG Metall (métallurgie). Si, pour l'Etat bourgeois, une telle politique s'avérait cependant nécessaire, Strauss serait l'homme le plus apte à la mettre en pratique.

Les élections de 1980 exprimeront donc une **polarisation de classe** comme on n'en avait plus connue depuis 1952. En 1972, on avait connu la dernière polarisation manifeste lors des élections. Elle s'exprimait avant tout dans le choix pour la politique de réformes de Brandt. Une crise économique paraissait alors éloignée. En 1980, il s'agira avant tout de se prononcer contre la politique patronale qu'incarne Strauss (ce qui sera d'autant plus manifeste avec la menace d'une nouvelle crise). Dans ces conditions, il s'agira de clairement prendre parti pour le SPD comme seule alternative permettant d'empêcher une victoire de Strauss — en sachant que les illusions envers un gouvernement Schmidt se réduisent et que les critiques à sa politique de stabilité s'accroîtront. Cette polarisation de classe deviendra si forte qu'elle coupera l'herbe sous les pieds à toute candidature alternative de la gauche si celle-ci ne prend pas clairement parti dans cette confrontation. Cette polarisation peut même devenir si forte que le FDP sera déchiré entre les deux blocs et que, dans ces conditions, une majorité absolue du SPD ou de la CDU/CSU devienne possible.

Le SPD, les directions syndicales comme d'ailleurs Strauss s'efforcent de limiter cette confrontation — pour des motifs différents. Strauss sait, depuis son discours de Sonthofen, que "son heure" — celle de la réalisation de tout son programme — n'a pas encore sonné. Il laisse entendre déjà qu'il saura s'arranger, du moins qu'il ne veut pas prendre Loderer et Vetter (dirigeants syndicaux) au collet et invite les syndicats à discuter avec lui. Le SPD et les syndicats redoutent eux une polarisation de classe et une mobilisation comme la peste. Car celles-ci ne seraient pas seulement un mouvement contre Strauss, mais ouvriraient aussi la porte à une critique accrue des directions syndicales et du SPD, à une redéfinition de la politique suivie jusqu'ici par des secteurs importants de ces organisations, contribuant à redonner du poids à l'idée que celles-ci devraient redevenir des organisations de combat pour une politique défendant les intérêts des travailleurs.

Winfried Wolf

Iran : libérons les militants du PST !

Cela fait maintenant quatre mois que les quatorze militants du Parti socialiste des travailleurs, section iranienne de la IVe Internationale, ont été arrêtés à Ahwaz.

Les dernières péripéties politiques en Iran, la démission de plusieurs ministres, la suspension du directeur général de la NIOC, l'entreprise nationale de pétrole, indiquent toutes les incertitudes de la situation en Iran, c'est-à-dire tous les risques que nos camarades soient de nouveau jugés, condamnés et peut-être exécutés par les autorités islamiques d'Ahwaz. C'est pour cela que la campagne internationale de solidarité, qui a permis une première fois de les arracher littéralement des pelotons d'exécution islamiques, ne doit pas s'arrêter.

Aux Etats-Unis, un comité pour sauver la vie des quatorze s'est constitué, de nombreux syndicalistes continuent de signer des pétitions ou d'envoyer des télégrammes en Iran. Au Mexique, Rodolfo Echeverria, du bureau politique du Parti communiste mexicain, le comité national du Parti mexicain des travailleurs, la Coordination révolutionnaire et indépendante des paysans, le Syndicat national des travailleurs de l'enseignement, ont éga-

lement envoyé des télégrammes. En Turquie, le vice-président du syndicat des travailleurs de l'industrie du bois a envoyé un télégramme. En Irlande, les arrestations ont été condamnées par Michael Mullen, secrétaire général de l'Irish Transport and General Workers Union, Matt Hennigan, secrétaire général de l'Amalgamated Transport and General Workers Union, Michael Farrell, historien et dirigeant du mouvement des droits civiques. En Nouvelle-Zélande, des télégrammes ont été envoyés par Bill Rowling, dirigeant de l'opposition et ancien Premier ministre travailliste; G.H. Andersen et P. Perdue, président et vice-président du Conseil des syndicats d'Auckland, S. Davies, dirigeant de la Fédération du travail. En Australie, le PC australien, l'Union des étudiants, les organisations d'étudiants et de travailleurs palestiniens, le conseil national du syndicat des postes, le syndicat de l'industrie de la viande et de nombreux autres syndicats ont envoyé des télégrammes. Mais le geste de solidarité le plus émouvant est peut-être celui des quatre nationalistes portoricains, Lolita Lebron, Rafael Cancel Miranda, Oscar Collazo et Irving Flores, convaincus d'avoir pris les armes contre la présence américaine à

Porto Rico et qui ont passé vingt-cinq années dans les geôles américaines. Ils étaient les plus vieux prisonniers politiques de tout l'hémisphère occidental. Libérés le 6 septembre dernier et accueillis triomphalement à San Juan de Porto Rico le 12 septembre, les quatre ont envoyé un télégramme au gouvernement iranien pour exiger la vie sauve pour les quatorze du PST !

Refus de visa pour l'observateur de la Fédération des droits de l'homme

Mandaté par la Fédération internationale des droits de l'homme, l'avocat genevois Jacques Schneider, qui devait assister à la suite du procès contre nos camarades, n'a pas pu obtenir de visa pour se rendre en Iran.

Ni le consulat ni l'ambassade de la république islamique n'ont donné de réponse à sa demande de visa, la décision finale appartenant au Ministère de la justice et au Conseil de la révolution, qui pour l'instant ne se sont pas manifestés.

Ce refus est lourd de menaces pour le sort de nos camarades; la nécessité de poursuivre la campagne de solidarité n'en est que plus évidente.

bourgeoise avec lui ne sont pas sûrs du SPD. Le SPD a déjà dû rayer des points importants de son programme atomique et le congrès qui doit se tenir en décembre pourrait y apporter de nouvelles coupures. L'avenir reste donc trop incertain.

* **troisièmement, Strauss** comme chef de fait à la tête de la CDU/CSU est un **gestionnaire approprié des intérêts patronaux** à la tête des milieux chrétiens même au cas où le SPD sortirait vainqueur des élections de 1980. Strauss peut être une solution de rechange à un gouvernement SPD y compris en cours de législature (par une majorité parlementaire, des jugements constitutionnels provocateurs, des élections anticipées).

Un pas vers l'Etat fort, mais pas le fascisme

Strauss, personnellement, est l'homme d'un Etat fort, d'une politique qu'il a clairement esquissée dans plusieurs discours à Sonthofen, Vilshofen, Passau. Comme **chef du gouvernement**, il y apporterait sans doute quelques modifications. Ceci avant tout parce que Strauss lui-même reste lié aux rapports de forces sociaux existants. Or, ceux-ci ne permettent pas (encore) une politique ouverte d'Etat fort, une confrontation ouverte et massive en faveur des intérêts patronaux. Comme d'autres programmes de gouvernements conservateurs (Heath puis Mme Thatcher, Giscard d'Estaing), celui d'un gouvernement Strauss s'attaquera d'abord aux **points faibles** du mouvement ouvrier. Son programme immédiat ira donc dans le sens suivant :

1. une politique d'épargne rigoureuse, avec ses effets dans le secteur public (diminution de l'emploi, privatisation partielle d'entreprises étatiques) et démontages sociaux;
2. une offensive idéologique dans le domaine de la famille (le journal

Une TV aux ordres ?

Selon le Département du conseiller fédéral (socialiste) Willy Ritschard, la SSR aurait violé la concession au cours d'une émission de TEMPS PRESENT consacrée aux méthodes policières en Suisse. A la veille des élections, la nouvelle avait de quoi étonner : quoi, la TV romande n'aurait pas donné à la police genevoise les moyens de contrecarrer les affirmations de Françoise Nyffeler, qui affirmait avoir été maltraitée dans les locaux de la sûreté genevoise ? La réaction du SSM (syndicat des mass media, fédération de l'USS) et de nombreux employés de la TV a été claire. Les militants socialistes, qui ont notamment participé à la création de l'ARTED¹⁾, association de téléspectateurs qui entend faire respecter la liberté d'expression à la TV, se voient frappés dans le dos... par un dirigeant socialiste. Il ne s'agit pas de savoir si l'émission de TEMPS PRESENT a été "suffisamment équilibrée" : nous savons d'expérience que le point de vue de la bourgeoisie et de sa police notamment sont loin d'être opprimés et le petit écran ! L'attaque du Conseil fédéral aux journalistes de la TV romande ne date pas d'hier. Elle vise à renforcer les mécanismes d'auto-censure des employés de la TV. Tous les moyens sont bons, y compris le recours à une association inspirée de l'extrême-droite, comme la FRTA²⁾... Dans la "lettre ouverte à Willy Ritschard" que nous publions ci-dessous, Françoise Nyffeler, candidate de la LMR à Genève, rappelle ce qu'est cette "Fédération".

Lettre ouverte à W. Ritschard

Vous venez de confirmer la plainte de la FRTA²⁾ qui concerne plus particulièrement mon intervention dans l'émission de Temps Présent. Décidément tous les moyens sont mis en oeuvre pour montrer que l'on n'a pas avantage à raconter ce qui se passe dans les murs de l'Hôtel de Police ! Toute cette histoire a commencé parce que j'ai porté plainte contre la Police (Département de Justice et Police !...), suite aux traitements que j'ai subis lors de mon arrestation en juin 1977. Après de nombreux articles dans la presse et des comparutions au tribunal, j'ai tout simplement repris le témoignage,

fait de nombreuses fois déjà, dans cette fameuse émission de Temps Présent sur "la protection des inculpés et la prison préventive" où j'expliquais que j'avais été arrêtée pendant une manifestation pour contrôle d'identité, et que l'on m'avait ensuite entièrement déshabillée au poste de police devant deux agents de la Sûreté. Cette émission passa en février 1978 dévoilant des méthodes trop peu connues de la répression en Suisse, ce qui provoqua de nombreuses réactions de la part de ceux qui voudraient que tout ça reste dans l'ombre. C'est d'abord la police qui a réagi en déposant une plainte en diffama-

tion contre moi (8 mois après...) et en me refusant un certificat de bonnes vie et moeurs (une interdiction professionnelle bien camouflée... !). Ensuite, c'est la plainte de la FRTA que vous venez, un an et demi après les faits, de soutenir. Mais M. Ritschard, camarade serais-je tentée de dire, savez-vous ce qu'est cette association, savez-vous quel groupement vous êtes en train de soutenir ? Eh bien, je vais vous le dire : la FRTA a été créée en juin 1977 par le Parti libéral et le NOS (organisation fasciste) pour concurrencer l'association progressiste existante : l'ARTED¹⁾. C'est un membre du Parti libéral, Mme F. Bosset, qui proposa à Daniel Cologne (leader du mouvement fasciste NOS) de créer une "association de consommateurs de radio-T.V. pour lutter contre le terrorisme intellectuel de la gauche". La réunion de constitution de la FRTA eut lieu en septembre 77 en présence de plusieurs représentants de la haute finance et de la réaction. Le rôle que joua D. Cologne dans tout

cela est clair, il le dit lui-même dans une lettre : "Leur donner des directives théoriques pour un combat antimarxiste". Dans cette même lettre, il définit le but de la FRTA : "Ces messieurs sont surtout soucieux de trouver les moyens d'évincer de la SSR les journalistes qu'ils jugent trop gauchisants". C'est dans ce sens qu'ils déposent leur première plainte - restée unique jusqu'à maintenant - contre cette émission jugée trop "partiale". Alors que M. Schenker rejeta les critiques des plaignants, vous, membre du PS, en tant que chef du DFCTE, vous ne trouvez rien de mieux que de confirmer et de soutenir leur plainte, accréditant cette association réactionnaire. Vous ne trouvez rien de mieux, non plus, que de vous compromettre avec l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie pour attaquer la liberté d'expression et de presse. Ces derniers temps la liberté d'expression à la Radio-TV a été attaquée à plusieurs reprises : l'émission sur le Shah d'Iran, Au fond à gauche, Temps Présent. Vous, qui faites partie d'un parti qui prétend dans son programme se battre pour le respect des droits démocratiques, contre les interdictions professionnelles, pour la liberté d'ex-

1) ARTED : Association romande pour une radio-télévision démocratique.
2) FRTA : Fédération romande des téléspectateurs et auditeurs.
Les informations sur la FRTA sont tirées de la Voix Ouvrière du 31.3.78.

pression, qu'avez-vous fait ? Rien ! Pire, vous cautionnez et soutenez ces attaques !!! Allons, allons, une fois de plus on voit le double jeu que vous menez - comme si le nucléaire n'avait pas suffi -, vous êtes toujours prêt à capituler devant la bourgeoisie, mais c'est ça la collaboration de classe ! Une fois de plus, votre masque de défenseur des intérêts des salariés est tombé !

Par cette nouvelle affaire, le problème du MONOPOLE de la SSR est à nouveau posé. Voici ce que nous en disons. En Suisse, la TV (au-delà du statut juridique, formel) est une institution d'Etat. Les partis bourgeois (radicaux en tête) s'en partagent la direction, laissant quelques bribes à des socialistes "de confiance". La TV est d'ailleurs financée par un double IMPOT INDIRECT : par la taxe de concession et par la publicité (que paient en dernier ressort les consommateurs-salariés : on voit peu de pub pour des Rolls-Royce sur le petit écran...). L'Etat bourgeois contrôle donc les deux media les plus importants : la TV et la radio. Ils en déterminent le contenu. Face à cela, que doit réclamer le mouvement ouvrier ? Plusieurs TV privées ? Ce n'est certainement pas dans son intérêt, lui qui ne parvient même pas à se donner une presse quotidienne ! Nous sommes donc d'avis que le monopole d'Etat devrait être maintenu sur les installations TV (studios, matériel, antennes d'émissions, etc.) mais que ces installations, considérées comme un service public, devraient être mises à la disposition des organisations populaires et notamment le mouvement ouvrier. Dans ce but, comme mesure transitoire, il faut se battre pour un contrôle des employés de la TV eux-mêmes sur la grille des programmes et sur les émissions. Pour la radio, les coûts d'établissement d'une "radio libre" étant sans commune mesure avec ceux de la TV, nous proposons la suppression pure et simple du monopole d'Etat.



Françoise Nyffeler

FG

La LMR sur les ondes

"Vous êtes une souris qui se prend pour un éléphant". "Vous n'êtes que des intellectuels, il n'y a pas d'ouvriers sur vos listes." Pour les journalistes bourgeois, il convient de faire passer une image dépréciante de notre organisation, pour mieux limiter l'audience de nos idées et de nos propositions.

Lundi soir 8 octobre à la TV romande, ce type de manoeuvre n'aura pas obtenu l'effet escompté. Gaston Nicole, journaliste parlementaire, radical bon teint, proche des conseillers fédéraux qu'il conseille lui-même en matière de shows télévisés (ce dont on lui est d'ores et déjà fort reconnaissant, puisqu'on vient de lui offrir la direction du Téléjournal), et Marc Schindler allèrent même jusqu'à poser leurs questions en même temps, tellement ils étaient pressés de trouver enfin la question-piège, de parvenir enfin, par une interruption au milieu d'une phrase, à embrouiller les choses.

Il n'y eut que deux types de questions. Le premier : "la LMR se proclame pour l'unité, se proclame "seul parti ouvrier", mais de fait en présentant ses propres candidats elle divise"... Les réponses de C.-A. Udry et de Claire Magnin furent nettes : d'abord nous ne sommes pas le "seul parti ouvrier", mais le seul parti ouvrier qui refuse la collabo-

ration de classe; nous critiquons les directions des autres partis ouvriers dans la mesure où elles pratiquent la collaboration avec le patronat et la bourgeoisie à tous les niveaux : dans le gouvernement fédéral, les gouvernements cantonaux, etc., et sur le plan syndical où elles maintiennent la paix du travail. Nous nous présentons aux élections en proposant une autre voie, pour reconstituer une force unie du mouvement ouvrier contre le patronat. Les partis bourgeois, eux, savent fort bien réaliser leur unité pour attaquer les dépenses sociales de l'Etat, défendre le droit absolu des patrons à licencier et exploiter les travailleurs ! Nous faisons des propositions d'action à tous les partis ouvriers, dans les syndicats, le mouvement des femmes, contre le nucléaire, parce que seule l'action unie est efficace, comme l'a montré le refus en votation de la PFS.

Les autres questions tournèrent exclusivement autour du thème des nationalisations. Nos candidats expliquèrent que la nationalisation sans rachat des entreprises "en crise" est un premier pas pour mieux défendre l'emploi : il est plus difficile de licencier un travailleur des CFF que de l'horlogerie ou du Crédit Suisse ! Il ne s'agit pas d'utiliser les impôts des travailleurs pour maintenir à flot des entreprises déficitaires - ça, ce sont les nationalisations à la mode bourgeoise. Il s'agit de maintenir le volume de l'emploi sous le

contrôle des travailleurs eux-mêmes, au besoin en reconvertissant la production; il faut exiger également que les profits et les surprofits des secteurs capitalistes les plus rentables servent à maintenir le volume de l'emploi dans les secteurs que le capitalisme ne juge plus "rentables".

Les journalistes de la TV et de la radio ne sont pas "neutres". Ils savent bien que nos propositions d'action rencontrent un écho croissant auprès des travailleurs salariés. A leur manière, ils tentent de freiner la croissance de notre influence. C'est pourquoi ils qualifient la LMR de parti d'"intellectuels"; Gaston Nicole a parlé d'une souris (sui- vie d'un éléphant) qui s'imagine faire une ombre d'éléphant... Ni le nombre de nos militants, ni nos résultats électoraux (entre 1 et 2 o/o de moyenne dans les cantons romands) ne rendent compte de l'influence réelle acquise par nos propositions d'action, par notre alternative politique. A Bâle, PdT et POCH ont accepté l'appareusement avec la LMR; le PS et le Cartel syndical participent également au lancement d'une initiative cantonale pour le droit à une véritable formation professionnelle pour tous; dès avant l'adoption de la loi sur la Police fédérale de Sécurité par le Parlement (avec l'accord de plus d'un député socialiste...), nous avons créé un comité national contre la PFS, auquel les autres partis se

sont joints, et qui, par sa campagne résolue et massive (8 000 personnes manifestant à Berne en avril 78) a contraint le PS et les syndicats à se ranger du côté des opposants à cette PFS. Dans une situation comme en Suisse, il faut se méfier de certains chiffres. Les travailleurs, désorientés par 40 ans de paix du travail, par 20 ans de collaboration du PS au Conseil fédéral, cherchent des réponses. En 1976, près de 25 o/o des votants s'étaient prononcés, malgré la consigne négative de l'USS, malgré la campagne hystérique de la bourgeoisie, pour la semaine de 40 heures. Aujourd'hui, ont rappelé C. Magnin et C.-A. Udry, toutes les fédérations syndicales reprennent cet objectif à leur compte. Notre action, désormais, consistera à passer des intentions à la réalisation !

A la radio, le 9 octobre, la parole fut tout d'abord donnée à une "anonyme" qui décrivit la LMR comme "un parti marginal certainement lié à Moscou ou Pékin, et souhaitant un changement de régime qui apporte à ses militants des privilèges"... Nos candidats J.-M. Dolivo (Bienna) et Cl. Loertscher (président de la VPOD Vaud-Etat) répondirent que nous luttons pour l'instauration d'un régime débarrassé du profit et de la propriété capitalistes, que nous luttons, y compris par des campagnes de solidarité internationale, contre la répression dans les Pays de l'Est (ajoutons que notre pro-

gramme de démocratie socialiste prévoit non seulement la gestion démocratique de l'économie par les travailleurs eux-mêmes, mais aussi la lutte contre toute forme de privilège bureaucratique). Pour le reste, nos candidats eurent l'occasion d'appeler à voter LMR en illustrant de nombreux aspects de notre programme d'action, démentant notamment, comme Claire Magnin à la TV, que nous voulions "détruire la famille" : c'est bien la bourgeoisie, qui impose des conditions de travail, d'habitation et des discriminations extrêmement pénibles pour les femmes, qui contribue à "détruire la famille". A cela, nous opposons des revendications précises : droit à l'avortement, protection des femmes enceintes contre les licenciements, droit à un congé parental d'un an payé par une assurance sur le mode de l'AVS, droit à une formation professionnelle pour les femmes par la création d'ateliers publics d'apprentissage (financés par un impôt payé par les patrons) : est-ce là un programme hostile aux pères et aux mères salarié(e)s ?

Quant à la question des listes où ne figurent pas d'ouvriers, nos camarades rappelés que chaque fois que nous avons présenté un de nos militants ouvriers aux élections, son patron s'est empressé de le licencier. Nous voulons augmenter notre présence dans les entreprises, et non pas la réduire !

F.G.